

O
F
D
T

Observatoire français des drogues et des toxicomanies



Rapport annuel

2004

Avant-propos

Au cours de l'année 2004, l'établissement a dû faire face à trois défis : sa délocalisation à Saint-Denis, de très fortes contraintes budgétaires et une réorientation de son cadre de travail.

Décidé en 2003, l'aménagement de l'OFDT dans ses nouveaux locaux à Saint-Denis a été réalisé en février 2004 sans répercussion sur le déroulement de son activité. L'équipe bénéficie aujourd'hui d'un cadre de travail fonctionnel. La dégradation des conditions d'accessibilité au lieu de travail est, dans la plupart des cas, limitée en raison du choix d'un site d'implantation à proximité d'une station du RER. Ceci a également permis de ne constater, durant l'année, aucune désaffectation de la part des nombreux partenaires sollicités par l'observatoire à participer aux groupes de travail se réunissant dans ses locaux.

La contrainte budgétaire a été double cette année. D'une part, la subvention de fonctionnement a été réduite, pour cette année, de 10 % en raison d'un contexte budgétaire global difficile. D'autre part, l'observatoire a supporté pour la première fois le poids de l'augmentation structurelle des dépenses locatives induites par sa délocalisation, décision n'ayant pas fait l'objet du financement correspondant. L'établissement a su faire l'effort et trouver les solutions de réduction de dépenses lui permettant de terminer cette année sur un très faible déficit au bilan de son exercice budgétaire.

Une intense réflexion a été menée cette année, tant au sein de l'équipe qu'à travers les instances institutionnelles de l'OFDT, de manière à redéfinir pour le moyen terme les priorités de travail de l'établissement. Au regard des orientations du plan quinquennal de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool 2004-2008, l'OFDT a maintenant sa feuille de route pour les années à venir qui l'engage à donner une priorité aux axes de travail suivants : la contribution à l'évaluation de l'action gouvernementale, la consolidation et le développement du dispositif d'observation des usages de drogues, le renforcement de l'observation des consommations les plus fréquentes en population générale.

Ce rapport d'activité montre, qu'au-delà des difficultés rencontrées, l'observatoire a su encore cette année assurer pleinement sa mission. Il retrace, de manière volontairement concise, l'ampleur et la qualité du travail effectué en 2004. J'en remercie l'équipe, les administrateurs, les membres du collège scientifique et les partenaires qui y ont contribué.

Jean-Michel COSTES, directeur



Sommaire

| | |
|--|----|
| ACTUALITÉS 2004 – QUELQUES DATES | 7 |
| OBSERVATION NATIONALE | |
| Les grands indicateurs | 9 |
| Les enquêtes auprès des Français | 12 |
| Les observations des populations d'utilisateurs | 15 |
| L'évaluation des politiques publiques | 18 |
| Valorisation et communication | 21 |
| VALORISATION ET COMMUNICATION | |
| Communication médias | 21 |
| Expertise | 22 |
| Site internet | 23 |
| Publications | 23 |
| Documentation | 23 |
| INTERNATIONAL | |
| Point focal européen | 25 |
| Activités internationales | 25 |
| CONNAÎTRE L'OFDT | |
| Fiche de présentation | 27 |
| Ressources humaines, administration et services généraux | 28 |
| Conseil d'administration et collège scientifique | 28 |
| ANNEXES | 33 |
| Budget 2004 | 35 |
| « Tendances » | 36 |
| Rapports d'études 2004 | 38 |
| Organigramme OFDT | 45 |

Actualités 2004 – Quelques dates

| | |
|-----------|---|
| Janvier | <ul style="list-style-type: none"> - Remise du rapport national France pour l'OEDT - Réunion à Toulouse des coordinateurs de sites du réseau TREND OFDT |
| Février | <ul style="list-style-type: none"> - Déménagement à St Denis - 29ème réunion des chefs des observatoires nationaux (Lisbonne Reitox OEDT) |
| Mars | <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de communications scientifiques internes « On échange ». |
| Avril | <ul style="list-style-type: none"> - Parution de l'enquête ESPAD – Résultats français - Mise en ligne du tableau de bord tabac, premier exercice - Parution de du rapport Evaluation de la loi Evin en milieu scolaire - Réunion du Conseil d'administration |
| Mai | <ul style="list-style-type: none"> - 30ème réunion des chefs des observatoires nationaux (Lisbonne Reitox OEDT) - Séminaire OFDT-CPLT (Comité Permanent de Lutte à la Toxicomanie du Québec) à St Denis |
| Juin | <ul style="list-style-type: none"> - Réunion à Lille des coordinateurs de sites du réseau TREND OFDT - Conférence de consensus sur les traitements de substitution en France - Restitution auprès des institutionnels des 1ers résultats de TREND |
| Juillet | <ul style="list-style-type: none"> - Réunion du comité scientifique de l'étude SAM – stupéfiants et accidents mortels de la circulation - Parution du rapport sur la mortalité liée aux usages de drogues illicites - Diffusion de l'évaluation du plan triennal 1999-2001 |
| Août | <ul style="list-style-type: none"> - Parution du rapport « Usagers de drogues pris en charge dans les CSST en ambulatoire : évolution depuis 1998 ». |
| Septembre | <ul style="list-style-type: none"> - Réunion du Conseil d'administration - Réunion du Collège scientifique |
| Octobre | <ul style="list-style-type: none"> - 5ème édition du rapport sur les phénomènes émergents liés aux drogues - Parution du rapport sur Les consommations et dépenses des jeunes français (ESCAPAD 2003) |
| Novembre | <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'OEDT sur l'état du phénomène des drogues en Europe - Edition de « Lutte contre l'alcoolisme – le dispositif spécialisé en France » - Réunion du Conseil d'administration - 31ème réunion des chefs des observatoires nationaux (Lisbonne Reitox OEDT) - Réunion du Collège scientifique et du comité de rédaction de « Tendances » |
| Décembre | <ul style="list-style-type: none"> - Parution de l'enquête ESPAD – Résultats européens - Session de travail bisannuelle des documentalistes Toxibase à St Denis (OFDT) - Note d'information rapide SINTES sur des cas d'intoxications cocaïne/atropine |

Observation nationale

Les grands indicateurs

Focus¹ 2004

Recueil de données commun sur les prises en charges (RECAP)

La France dispose depuis l'année 2004, d'un système national de recueil d'information permettant de connaître et de suivre les caractéristiques et le nombre des personnes prises en charge pour des problèmes d'addiction. Ce système qui a reçu l'avis favorable de la CNIL en octobre, est compatible avec le protocole d'enquête défini au niveau européen (indicateur clef).

Le travail en réseau : les groupes de travail

L'observatoire a poursuivi en 2004 son rôle de coordinateur et hôte des différents groupes de travail thématiques ; ce sont des lieux d'échanges sur les données disponibles mais aussi des forces de proposition sur les moyens nécessaires à leur amélioration. Des comptes rendus sont rédigés par les chargés d'étude de l'OFDT et mis en ligne sur le site Internet du collège. En 2004 :

- groupe IDI : 1 réunion
- groupe dommages sociaux : 1 réunion
- groupe Médicaments psychotropes : 3 réunions
- groupe IDT : 3 réunions
- groupe IDA : 3 réunions

Les groupes IDI et dommages sociaux ont rempli leurs objectifs et ne se réuniront plus en 2005. Un rapport est disponible pour chacun de ces groupes.

Le groupe IDA a été sollicité par la DREES pour fournir les données permettant de suivre un des indicateurs sur la consommation d'alcool défini dans la loi de santé publique. Un sous groupe ICAP (indicateur de consommation en alcool pur), réunissant différents membres du groupe et l'Insee, s'est réuni une première fois au mois de novembre. Ce groupe est chargé à l'avenir de fournir les données officielles sur les quantités d'alcool pur par habitant de 15 ans et plus consommées par les personnes présentes sur le territoire français au cours d'une année. Cet indicateur de base fait l'objet de com-

paraison internationale. Plusieurs données différentes sont utilisées en France, ce qui complexifie les débats : il appartient maintenant à ce groupe de trouver un consensus sur un seul chiffre.

Demande de traitement

Il est important pour les pouvoirs publics de pouvoir disposer de données permettant de suivre le nombre et les caractéristiques des personnes prises en charge pour des problèmes d'addiction. Sur cette question l'OFDT s'est fixé plusieurs objectifs : harmoniser les recueils de données pour alléger la charge des personnes en contact avec les usagers de drogues et permettre les comparaisons inter enquêtes, fournir des données sur les demandes de traitement compatibles avec le protocole d'enquête définis au niveau européens et adopté par l'ensemble des pays de l'Union Européenne.

Exploitation des rapports d'activité des CSST et CCAA

Ces documents établis par la DGS fournissent des informations intéressantes, bien que limitées sur les personnes prises en charges dans les structures spécialisées. L'OFDT exploite ces données depuis 1998, ce qui lui permet d'améliorer ces connaissances sur le dispositif et dans une moindre mesure sur les personnes prises en charge. Un rapport d'activité des équipes de liaison a été élaboré en commun avec la DHOS, la DGS et les professionnels des équipes. Ces rapports pourront être exploités pour la première fois pour l'année 2005.

Mise en place de RECAP

Ce recueil a été mis en place suite aux recommandations du groupe IDI. Il succède à l'enquête dite de novembre pour répondre aux engagements de la France vis-à-vis de l'Europe (Indicateurs sur les demandes de traitement définis par l'OEDT et que doivent renseigner l'ensemble des pays de l'Union

1. Le focus met l'accent sur l'une des réalisations 2004 de l'OFDT dans chacun des grands domaines ; il s'agit soit de la finalisation d'un projet qui s'est inscrit dans le temps soit du lancement d'une activité jugée prioritaire. Celui-ci ne constitue pas nécessairement le projet 2004 le plus important en charge de travail.

Européenne). Il doit permettre de fournir des données homogènes sur l'ensemble des prises en charge dans les structures spécialisées concernées par l'addictologie. Après discussions, il a été décidé en commun avec la DREES, que l'OFDT prenne en charge la mise en place de RECAP. Une note d'information sur la mise en place de RECAP a été envoyée par la DGS aux DDASS à la fin du premier semestre. Un travail de « hot line » a été effectué par l'Observatoire en fin d'année pour répondre aux questions de l'ensemble des structures concernées et notamment sur la question des différents logiciels utilisables. Face aux demandes exprimées par certaines structures et certaines DDASS, l'OFDT va réaliser un logiciel de base qui permettra à toutes de participer à RECAP.

Consultations cannabis

La création par la MILDT des consultations destinées aux jeunes consommateurs de cannabis et autres substances psycho-actives doit s'accompagner de la mise en place d'un système d'information répondant à plusieurs objectifs et notamment :

- suivre l'effectivité de l'ouverture des consultations et informer rapidement sur la montée en charge de leurs activités,
- connaître les caractéristiques des jeunes accueillis et les modalités de réponse offertes par le dispositif,
- permettre à l'administration et à « Ecoute Cannabis » de disposer d'une liste précise des consultations.

Un travail, à l'initiative de la MILDT, a associé selon des modalités diverses, le ministère de la santé (DHOS, DGS), l'OFDT, le GIP DATIS et des professionnels. Ces travaux menés au cours du second semestre 2004 ont permis l'élaboration d'une stratégie de recueil d'information, qui sera opérationnelle en 2005.

L'OFDT est au cœur de ce dispositif, puisqu'il en sera l'opérateur en 2005 : recueil mensuel des consultations, inclusion des consultations cannabis dans le système général RECAP et enquête d'évaluation sur les consultants accueillis un mois donné.

Les prises en charge dans les structures non spécialisées

Il est plus difficile d'obtenir des informations sur les patients présentant des problèmes d'addiction accueillis dans les structures non spécialisées, c'est à dire à l'hôpital et par les médecins de ville. L'OFDT s'est efforcé de promouvoir et de favoriser le recueil d'informations dans ces deux domaines.

- Hôpital : poursuite de la démarche engagée antérieurement, d'aide aux équipes de liaison pour la mise en place de recueils de données communs harmonisés avec RECAP. L'OFDT a contribué à l'élaboration d'une « fiche patient » standard pour ces équipes et d'un rapport d'activité standard. L'OFDT a également développé un outil logiciel permettant aux équipes de liaison de saisir les données de la fiche patient et d'élaborer leur rapport d'activité.

- Médecine de ville : financement et suivi d'une étude de faisabilité d'un recueil de données par internet sur les patients présentant des problèmes d'addiction vus en médecine de ville. Cette étude, dite OPEMA, a été conduite sous la responsabilité scientifique de X. THIRION, CEIP de Marseille – Laboratoire de Santé publique, Faculté de médecine. Quatre réseaux de médecins ont participé à l'enquête (2 à Marseille et 2 à Paris) en octobre et novembre. Le rapport de l'étude sera remis à l'OFDT à la fin du premier trimestre 2005.

Indicateur de l'usage problématique de drogue

L'estimation nationale du nombre d'usagers problématiques d'héroïne et de cocaïne date de 1999. Ces données seront réactualisées dès 2005 grâce à la « Nouvelle étude multicentrique : estimations locales de la prévalence de l'usage problématique de drogues » (NEMO). Le deuxième semestre a permis de réaliser la phase de préparation de NEMO :

- identifier et contacter les sites participants
- rédiger le protocole de recherche, préparer la fiche de recueil...
- former les coordinateurs de site à la méthodologie (technique capture-recapture)
- obtenir toutes les autorisations légales (Comité consultatif, CNIL...)

Les traitements de substitution

Un important travail a été réalisé en 2004 sur la question des traitements de substitution. Le bilan sur la substitution en France, commandée en 2000 par la Direction générale de la santé, a pu être réactualisé cette année, à la lumière de nouvelles données.

Le partenariat avec la CNAMTS sur les données recueillies lors de la délivrance en officine de buprénorphine® haut dosage et de méthadone, issues de 13 CPAM réparties sur le territoire français, a abouti à une publication en 2004. L'exploitation de ces résultats sur la période 2001- 2002, joints à ceux collectés depuis 1999, permet de faire le point sur l'évolution du nombre de patients traités et la diffusion des pratiques de prescription (spécialités, nombre de patients reçus, concentration de l'activité). Elle renseigne sur les patients traités et les modalités des traitements qu'ils reçoivent (doses, associations de médicaments psychotropes). Enfin, elle explore les pratiques de poly-prescription mises en oeuvre par certains patients. En parallèle, cette analyse autorise des comparaisons entre les différents sites étudiés et permet de dresser un profil des différentes agglomérations concernées. Confronté à d'autres sources, ces analyses ont également permis de réaliser des estimations de la taille des différents groupes de personnes recevant ces traitements (traitement au long court, traitement intermittent ou ponctuel, trafiquants), ainsi que de la part de buprénorphine® détournée.

Tableau de bord tabac

Un tableau de bord des indicateurs relatifs au tabac et au tabagisme en France a été réalisé par l'OFDT. Le premier exercice porte sur le mois d'avril 2004. Ce tableau de bord réactualisé chaque mois est accessible librement sur Internet (www.drogues.gouv.fr et www.ofdt.fr)

Son objectif est :

- de rassembler des chiffres récents
- de nature et d'origine diverses
- de les présenter de manière synthétique et concise
- de les rendre public dans des délais rapides

L'ensemble de ces éléments permet de favoriser l'accessibilité à des données essentielles, alors que la demande d'informations autour du tabac s'est récemment renforcée.

Suivis d'études

Afin de progresser dans la connaissance des consommations de drogues et de leurs conséquences sanitaires et sociales, l'OFDT assure le suivi et le financement (ou co-financement) d'études en lien avec des organismes de recherche, universités ou laboratoires.

Elaboration d'un cahier des charges, suivi de l'étude, validation des conclusions et du rapport final et enfin diffusion des résultats, constituent les principales tâches assurées par l'OFDT.

Les études suivantes en cours, produiront des résultats ultérieurement :

- Etude dite « loi Gayssot » / accidents mortels de la circulation : cette étude souhaitée par les parlementaires (loi du 18 juin 1999) et financée par la Direction générale de la santé produira des résultats au cours du premier trimestre 2005. L'OFDT au cours de cette dernière année, a continué à assumer son rôle d'opérateur de l'étude : coordination du comité de pilotage et du comité scientifique. Le soutien à la collecte des procédures s'est achevé en milieu d'année.
- Réponse institutionnelle à l'association entre alcool et délinquance (Claudine Perez-Diaz)
- Le coût des traitements et de la mise en œuvre de la loi dans le domaine des drogues
- Consommation de substances psychoactives dans le milieu du travail (étude CEIP Toulouse)
- Etat des lieux sur les dommages sociaux liés à l'usage de drogues illicites et à l'alcool.

Les enquêtes auprès des Français

Focus 2004

Atlas régional sur les usages de drogues
à 17 et 19 ans

A partir des résultats de la dernière enquête réalisée auprès des jeunes lors de la Journée de préparation à la défense (ESCAPAD 2002 et 2003) l'OFDT a préparé en 2004 un atlas régional visant à éclairer les diversités régionales des niveaux d'usages de chaque substance psychoactive de l'ensemble de la population à la fin de l'adolescence (scolarisée ou non) en France métropolitaine, dans les DOM et dans les TOM.

Cet atlas présentera pour chaque région un suivi des évolutions depuis l'année 2000.

Publication en 2005.

Depuis l'année 1999, l'OFDT conduit et finance les principales enquêtes réalisées auprès de l'ensemble de la population vivant en France (adultes et jeunes) pour mesurer l'ampleur et les évolutions des consommations et des perceptions des français sur les drogues.

Chaque enquête demande un travail important de montage et d'animation. Les principales tâches inhérentes à la mise en oeuvre d'enquêtes de cette ampleur sont : les demandes d'autorisation CNIL, la réalisation du questionnaire, la formation des enquêteurs, l'animation des comités de pilotage et scientifique, le suivi de la passation des questionnaires, et de la saisie parfois et ainsi que l'apurement et le recodage des bases (notamment des questions ouvertes). Ces tâches sont à la fois très coûteuses en temps et essentielles à l'élaboration de données fiables, qui donnent ensuite lieu au traitement statistique et aux interprétations.

L'OFDT, concernant les enquêtes qu'il mène, a pour politique de mettre à la disposition de tous les chercheurs qui en expriment la demande, ses bases de données, ses questionnaires et ses méthodes. Un soutien technique et méthodologique à l'utilisation de ces bases, dont la manipulation peut s'avérer complexe, est également assuré le cas échéant.

Le travail de l'OFDT en 2004 a principalement porté sur :

ESCAPAD 2003

| | |
|---------------------|---|
| Echantillon | 20 000 jeunes (garçons et filles de 17 à 19 ans) |
| Réalisation 2004 | Exploitation, rédaction du rapport |
| Partenariat | Direction Centrale du Service Nationale |
| Méthode | Questionnaire auto-administré |

Cette enquête annuelle qui se déroule lors de la Journée d'appel et de préparation à la Défense (JAPD) et qui a été mise en place en 2000 comporte un questionnaire « corps » de base qui permet d'assurer une parfaite comparabilité d'une année sur l'autre et des modules thématiques. L'exercice 2003 a permis par exemple de mettre l'accent sur les usages problématiques de cannabis, les dépenses réalisées par les jeunes pour leur achat de substances, les caractéristiques socioprofessionnelles des parents et les quantités de cannabis fumées et la dépendance au tabac. Pour la première fois, les COM ont été intégrés dans l'échantillon (les DOM sont concernés par l'enquête depuis 2001). Cet exercice a été exploité au cours de l'année 2004 et a fait l'objet de publications diverses.

L'enquête 2003 devrait permettre d'améliorer la connaissance sur les dépenses réalisées par les jeunes pour leur achat de substances, les caractéristiques socioprofessionnelles des parents et les quantités de cannabis fumées. Pour la première fois, les TOM ont été intégrés dans l'échantillon (les DOM sont concernés par l'enquête depuis 2001).

Compte tenu de la taille de l'échantillon et de sa couverture géographique, cette enquête permet des exploitations régionales solides. A la demande d'organismes et institutions régionales plusieurs « rapports régionaux » (environ 30 pages chacun) ont été réalisés : Bretagne, Languedoc, Champagne-Ardenne, Nord-pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Martinique, Bourgogne et Limousin. Le rapport réalisé sur la région Ile-de-France, réalisé en collaboration avec l'ORS Ile-de-France et financé par la DRASS Ile-de-France et la Mission de prévention des toxicomanies de Paris, a donné lieu à une exploration infra-régionale. Il fera l'objet d'une publication papier début 2005.

Un atlas régional sera publié en 2005, à partir de cette enquête nationale.

ESCAPAD Paris 2004

| | |
|------------------|--|
| Echantillon | 2 000 jeunes (garçons et filles de 17 à 19 ans) |
| Réalisation 2004 | Terrain |
| Partenariat | Direction Centrale du Service Nationale |
| Méthode | Questionnaire auto-administré |

En collaboration avec l'ORS la DRASS Ile-de-France et la Mission de prévention des toxicomanies de Paris, l'OFDT a mis en place en 2004 une enquête « ESCAPAD – Paris ». Cette enquête représentative des jeunes d'une ville, a été menée auprès de 2 000 jeunes.

ESPAD 2003

| | |
|------------------|--|
| Echantillon | 17 000 élèves |
| Réalisation 2004 | Exploitation et comparaisons européennes |
| Partenariat | INSERM et ministère de l'Éducation nationale |
| Méthode | Questionnaire auto-administré |

Les résultats de l'enquête ESPAD ont été rendu public en avril pour les données concernant la France et en décembre pour ce qui concerne les comparaisons européennes.

La participation au projet européen d'enquête sur les usages de drogue (ESPAD - European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs) consiste en une collaboration entre l'OFDT et l'Unité " Santé de l'adolescent " de l'INSERM. Le terrain de cette enquête a eu lieu de mars à mai 2003 dans une trentaine de pays européens sur la base d'un questionnaire commun centré sur l'usage des drogues. Cette enquête offre des informations fondamentales réelles perspectives, tant du point de vue du suivi de l'évolution en France que , notamment du point de vue de la comparabilité au niveau européen. Si le projet européen concerne en priorité les 15-16 ans, certains pays intègrent également des tranches d'âge supplémentaires. Il a ainsi semblé opportun de profiter en France du protocole mis en place pour interroger les 12-19 ans. Les jeunes ont répondu individuellement au questionnaire auto administré en classe, en présence d'un professionnel de santé (infirmière, médecin scolaire).

Baromètre santé 2004/2005

| | |
|------------------|--|
| Echantillon | 30 000 adultes représentatifs de la population française des 12-75 ans |
| Réalisation 2004 | Mise en place et suivi du terrain |
| Partenariat | INPES |
| Méthode | Enquête téléphonique |

Cette enquête quadriennale sera reconduite en 2007. Cette enquête dont la maîtrise d'oeuvre appartient à l'Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé (INPES) est centrée sur la santé mais interroge longuement sur les usages de substances psychoactives. Préparée tout au long de l'année 2004, elle a été réalisée à partir d'octobre et se prolongera jusqu'en février 2005 à l'aide du système de Collecte Assistée par Téléphone et Informatique (CATI).

L'OFDT a participé à la refonte du questionnaire, à l'élaboration d'une méthode prenant en compte les individus ne possédant plus de ligne fixe de téléphone mais uniquement un portable, et au suivi du terrain (écoute des enquêteurs, briefing, débriefing). Le questionnaire de l'enquête 2004/2005, permet d'assurer une comparabilité avec l'enquête menée en 2000 et a été enrichi de nombreuses nouvelles questions.

Événement de vie et santé 2005

| | |
|------------------|--|
| Echantillon | 10 000 adultes représentatifs de la population française des 18-75 ans |
| Réalisation 2004 | Préparation |
| Partenariat | DRESS |
| Méthode | Enquête face à face + auto-administré audio |

Cette enquête dont la maîtrise d'oeuvre appartient à la Direction de la Recherche, de l'Évaluation et des Études Statistiques (DREES) intègre un module de questions sur les usages de substances psychoactives. Ce module a été préparé en partenariat entre la DREES et l'OFDT. Cette enquête constitue une opportunité unique de bénéficier du mode de collecte face à face couplé à de l'auto administré audio pour les questions sur les drogues, grâce au recours aux enquêteurs de l'INSEE.

Repérage de l'usage problématique de cannabis

Plusieurs échelles de dépistage de l'usage problématique de drogues ont été conçues à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Canada, pour les adultes comme pour les adolescents, afin de repérer l'aide la mieux adaptée au profil du répondant. L'OFDT recense actuellement, en lien avec l'OEDT notamment, les différentes expériences menées au niveau mondial.

En partenariat avec le service d'addictologie de l'hôpital Paul Brousse (Villejuif) l'OFDT a lancé exploité en 2004 une enquête destinée à offrir une mesure de l'usage problématique de drogues (ADOTECNO - Adolescents, techniques d'évaluations des consommations nocives). Cette étude a pour but permis de tester la validité de plusieurs questionnaires utilisés pour le dépistage d'usage nocif de substances psychoactives aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande : le CRAFFT (Car Relax Alone Forget Family or Friends Troubles) et le ALAC (Alcool advisory council). Elle comprenait également un questionnaire conçu par l'OFDT pour l'exploration des usages problématiques (test CAST : Cannabis Abuse Screening Test) qui est déjà présent dans l'enquête ESCAPAD depuis 2002. Ces tests sont remplis parallèlement à un questionnaire permettant la détermination d'un profil psychologique des jeunes (le POSIT : Problem Oriented Screening Instrument for Teenagers), ce qui devrait permettre une mesure du lien entre usage de substances psychoactives et problèmes psychologiques.

La mise en place d'une validation clinique a été menée en 2004, dont les résultats devraient être publiés en 2005.

Le réseau des sites

Les observations des populations d'usagers

Focus en 2004

Cannabis

Deux nouveaux projets ont été mis en œuvre en 2004 par l'OFDT, en s'appuyant sur le réseau des « sites TREND » :

- Une étude exploratoire sur l'analyse des teneurs en THC du cannabis consommé en France; il s'agissait également de documenter la présence éventuelle d'autres stupéfiants présents dans ces échantillons.

- Une enquête épidémiologique auprès d'usagers fréquents de cannabis : les objectifs étant de décrire les « jeunes adultes usagers fréquents de cannabis » ; et d'identifier certaines des caractéristiques des usagers en difficulté avec le cannabis.

Les résultats de ces deux projets seront publiés au cours du premier trimestre 2005.

Le dispositif TREND (Tendances récentes et nouvelles drogues)

L'année 2004 constitue la cinquième année d'exercice du dispositif, mis en œuvre dès 1999, dans le cadre du plan triennal adopté par les pouvoirs publics.

Depuis l'année 2001, qui avait vu la mise en place de coordinations locales de site, la structure de TREND est demeurée pour l'essentiel inchangée ; avec toutefois un élargissement de son champ d'investigation au cannabis. Celle-ci repose sur les outils suivants :

- le réseau des sites ;
- le système SINTES ;
- la veille média ;
- des partenariats nationaux ;
- des investigations spécifiques.

A ces outils s'est ajoutée cette année, après un travail exploratoire effectué en 2003, une collecte de données réalisées à partir des procédures d'interpellation pour trafic et usage illicite de stupéfiants centralisées par l'OCRTIS (Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants) et la Brigade des stupéfiants de Paris.

A l'instar des années précédentes, le premier semestre de l'année 2004 a été consacré pour une bonne partie à l'analyse des données issues des sites et la rédaction du rapport national. Maquetté et mis en ligne sur le site Internet de l'OFDT (cf « Annexes »), celui-ci présentait les principaux constats établis sur l'année d'observation 2003.

L'année 2004, hormis la fermeture du site de la Réunion, n'a pas connu de changements majeurs en terme d'organisation.

La coordination et l'animation du réseau des onze sites, dont neuf en métropole (Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse) et deux outre-mer (Guyane, Martinique) constituent une des activités clefs des membres de l'OFDT travaillant sur ce dossier. Pour que celle-ci se fasse dans de bonnes conditions et afin de pouvoir synthétiser l'information reçue, une stratégie de collecte commune à la totalité des sites a été instaurée. En outre la mise en place, depuis 2001, de coordinations locales, responsables de la centralisation de l'information à l'échelle du site, permet la création de liens plus forts avec les acteurs et les décideurs locaux. En 2004, le réseau des sites mobilise près de 600 partenaires locaux.

La nature et le domaine d'intervention des coordinations locales permet une bonne représentativité sur le champ : CSST, CIRDD, ORS. Les coordinateurs locaux (voir tableau ci-dessous) sont choisis tant pour leurs compétences et expertise professionnelle que pour leur capacité à développer et animer un réseau local. Chaque site est responsable de la réalisation d'un groupe focal sanitaire, d'un groupe focal répressif, du remplissage de trois ou quatre questionnaires qualitatifs, de la participation du site à des études quantitatives, d'observations de terrain donnant lieu à la rédaction de notes de synthèse. L'ensemble des informations recueillies ainsi que les résultats des travaux des partenaires locaux permettent à chaque équipe de coordination de rédiger un rapport de site présentant la situation en termes d'usages de drogues et les éventuels changements survenus au cours de l'année. Cette année, les douze rapports portant sur l'année 2003 ont été mis en ligne sur le site internet de l'OFDT.

En 2004, un champ d'observation au cannabis a été ouvert, afin de mieux documenter les usages fréquents de cannabis chez les jeunes adultes ainsi que les teneurs en THC du cannabis consommés en France. Ainsi, onze sites ont réalisé une enquête quantitative portant sur les usages problématiques de cannabis (1711 questionnaires validés) et quatre sites ont travaillé sur l'étude SINTES-cannabis (collecte d'échantillons de résine et d'herbe de cannabis, analyse pharmacologique de ces derniers – teneurs en THC et présence d'autres stupéfiants).

En outre, cinq thèmes d'investigation ont été sélectionnés devant faire l'objet d'une note spécifique :

- l'usage du cannabis ;
- l'évolution des consommations de cocaïne et de crack ;
- l'évolution, des pratiques d'injection et de partage du matériel d'injection ;

- les usages de substances psychoactives naturelles (hormis le cannabis) ;
- les usagers nomades ou en errance urbaine vus par les dispositifs de première ligne.

Le choix de ces cinq thématiques s'est faite en concertation avec les principaux acteurs institutionnels publics (MILDT, AFFSAPS, Direction générale de la santé) ainsi que les membres du réseau TREND.

En 2004, les deux réunions annuelles des coordinateurs de site ont eu lieu en janvier à Toulouse et en juin à Lille. La première a été consacrée pour l'essentiel au rendu des résultats portant sur l'année 2003 et la seconde sur le lancement de l'étude quanti festif et de l'étude d'estimation de prévalence (NEMO) et sur l'avancement des travaux relatifs aux cinq thèmes d'investigation sélectionnés pour l'année 2004.

Liste des coordinations TREND en 2004

| Coordinateurs | Structures | Sites |
|---|-------------------------------------|--------------------|
| Jean-Michel Delile Anne-Cécile Rahis | CEID | Bordeaux |
| Gérard Cagni Sabine Chabert | SEDAP | Dijon |
| Monique Vallart Bernard Fontaine | Réseau T+ Le Cèdre bleu | Guyane Lille |
| Laurent Plancke Catherine Miachon | CNDT | Lyon |
| Etienne Zurbach Sandrine Musso | CIRDD | Marseille |
| Sylvie Merle Olivier Romain | ORS Martinique CMSEA | Martinique Metz |
| Yvon Schleret Isabelle Grémy | ORSAS Lorraine ORS Ile-de-France | Paris |
| Sandrine Halfen Chantal Amar | CIRDD | Rennes |
| Guillaume Poulingue Serge Escots | GRAPHITI | Toulouse |

Le système SINTES

En 2004, près de 1000 échantillons de drogues de synthèse et autant de questionnaires correspondant ont été collectés auprès des usagers ; et près de 800 nouveaux résultats d'analyse ont été transmis par les laboratoires des douanes, de la police et de la gendarmerie concernant les produits saisis.

Cette année, huit notes d'information ont été diffusées par le système SINTES. Celles-ci sont relatives :

- à des produits fortement dosés (MDMA, Amphétamine) août et octobre;
- à de nouvelles identifications (5-MEO-DMT, Asarone) octobre;
- à la confirmation d'identifications antérieures (2CI ; 5-MeO-DIPT)- septembre et octobre;
- à des associations dangereuses (cocaïne et atropine)- décembre.

La veille média

Afin de compléter son dispositif de collecte d'informations sur les tendances émergentes en matière d'usages de drogues illicites, une « veille media » a été mis en place ; elle est centrée sur l'analyse du discours relatif à ces substances psychoactives dans différents magazines destinés aux jeunes adultes. En août 2004, un rapport portant sur les constats réalisés pendant cette veille a été mis en ligne sur le site de l'OFDT : « Traitement médiatique de l'usage de drogue à travers 7 magazines (Décembre 2000 - Septembre 2003) - Rapport sur la veille média du dispositif TREND. Août 2004. »

En 2004, une veille de routine a été maintenue sur cinq magazines mensuels destinés aux jeunes adultes et sur la presse quotidienne à partir notamment de la revue de presse quotidienne de la MILDT. Les informations recherchées portent sur :

- les saisies douanières et policières de certaines substances notamment celles qui sont rares (Yaba, Ice et GHB) pouvant indiquer une circulation de ces substances sur le territoire français ;
- les décès liés à l'usage de drogues (les articles sont souvent précis sur les circonstances entourant les surdoses) ;
- les accidents sanitaires liées à la consommation de telles ou telles substances ;
- les compte rendu des grands Teknivals de l'année avec les données sur les malaises et les interventions sanitaires ;
- les fermetures d'établissements festifs en relation notamment avec l'usage de drogues ;
- l'arrestation de petits dealers et le démantèlement de petits réseaux de trafic de proximité.

Le suivi des procédures d'interpellation

Un partenariat a été mis en place avec l'OCRTIS et la Brigade des stupéfiants permettant l'accès aux procédures d'interpellation pour trafic et usage illicite de stupéfiants. En 2004, un travail sur les procédures concernant la cocaïne a été réalisé. L'objectif est de décrire, à partir des procédures comprenant la cocaïne en tant que produit incriminé, un état des lieux des diverses modalités du petit trafic de cocaïne en France, en direction de l'espace urbain et de l'espace festif.

Les investigations spécifiques et les partenariats

En 2004, trois rapports concernant des investigations spécifiques portant sur l'année 2003 ont été mis en ligne sur le site de l'OFDT :

- Usages non substitutifs de la buprénorphine haut-dosage
- Usages détournés de la kétamine en France 2001-2003 « Ket-riding » ou les nouveaux voyages immobiles.
- La consommation de drogues dans le milieu de la prostitution féminine et masculine

Par ailleurs, dans le cadre d'un partenariat avec le GRVS (Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale), une enquête quantitative sur les consommations en milieu festif (musique électronique) a été réalisée.

L'évaluation des politiques publiques

Focus en 2004

Evaluation du plan gouvernemental 2004-2008

L'évaluation du nouveau plan quinquennal gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool a été confiée à l'OFDT. Il s'agira de rendre compte de l'atteinte des objectifs prioritaires annoncés dans les orientations politiques. Des évaluations spécifiques seront menées autour de certains axes stratégiques, compte tenu de leur caractère expérimental (s'agissant des consultations «cannabis») ou des enjeux particuliers qu'ils recouvrent (concernant les actions relatives à la prévention en milieu scolaire, etc.). Cette mission s'inscrit dans le prolongement du travail confié pour la période précédente (1999-2002) à l'OFDT.

Evaluation du plan quinquennal drogues

Le gouvernement a publié en juillet 2004 son plan quinquennal 2004-2008 de « Lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool ».

L'évaluation de l'action du gouvernement est inscrite dans le chapitre 9 du plan :

« Afin de rendre compte de la réalisation et de l'impact du plan gouvernemental les objectifs généraux ont été assortis d'indicateurs quantitatifs définissant les niveaux à atteindre à l'issue de la période de 5 ans. Ces indicateurs doivent rendre compte d'une part des résultats en terme d'évolution des consommations et de perception des risques, d'autre part de la mise en œuvre des dispositifs proposés dans le plan. Ces indicateurs sont issus des statistiques d'activité ou des enquêtes régulières en population permettant de resituer la période couverte dans des évolutions de long terme. Dans certains domaines de nouveaux systèmes d'observation devront être mis en place en lien avec les administrations concernées. Ces indicateurs principaux, permettant d'évaluer la réalisation des objectifs du plan et son impact global, seront complétés par des indicateurs plus détaillés rendant compte de façon fine de la mise en œuvre et des résultats obtenus dans chaque domaine de façon à apprécier la contribution des divers leviers de l'action publique. Ce choix d'un ensemble simplifié d'indicateurs permettra de réserver l'allocation de ressources à une évaluation approfondie des actions nouvelles et à l'expérimentation de nouvelles stratégies sur la base de protocoles détaillés. La collecte des indicateurs et la mise en forme des tableaux de bord de suivi seront confiées à l'OFDT. »

La contribution de l'OFDT sur l'année 2004 a consisté principalement à fournir à la MILDT des informations relatives aux observations les plus récentes sur le phénomène (tendances majeures observées) ainsi que les informations clés issues de l'évaluation du plan précédent relatives aux carences mises en évidence lors de la période de programmation 1999-2002 (constats). La construction des indicateurs a ainsi été opérée en amont et ceux-ci ont été intégrés dans le corps du Plan quinquennal. Un soutien à la formulation des objectifs du plan et au choix des indicateurs les plus pertinents ont également été apportés à la mission interministérielle.

La deuxième étape de cette mission consistera au suivi périodique des indicateurs retenus afin de vérifier l'atteinte des objectifs énoncés dont les résultats seront restitués sous forme de rapport.

Etude descriptive des actions de formation au repérage précoce et à l'intervention brève en alcoologie

Depuis trois ans, le Ministère de la Santé a engagé un programme de formation auprès des médecins généralistes sur le repérage précoce et de l'intervention brève (RPIB) pour les buveurs excessifs d'alcool. Dans la perspective d'une généralisation de ce programme sous la forme d'un plan national de formation, la Direction générale de la santé a demandé à l'OFDT de procéder à un recensement des expériences régionales en cours. L'étude menée en 2004 visait d'une part, à dresser un panorama des initiatives de formation en cours, et d'autre part, à rassembler les éléments de connaissance existants sur les premiers effets observés chez les professionnels et leurs patients.

Plus précisément, l'étude s'est attachée à caractériser les modèles de formation mis en œuvre dans le cadre de la démarche RPIB ; à décrire les stratégies d'accompagnement développées dans chaque région ou département ayant développé ce programme ; enfin, à capitaliser les éléments de connaissance disponibles sur les répercussions des formations RPIB sur les professionnels bénéficiaires et sur les comportements des personnes repérées qui ont été vues en consultation ultérieurement.

Evaluation de l'opération « Lycées non fumeurs »

L'opération « Lycées non-fumeurs » – défini par le « contrat-cadre de partenariat en Santé publique » liant les ministres de l'Education nationale et de la Santé – a été lancée en septembre 2003 dans 25 lycées publics volontaires (22 sites).

Sollicité par le MEN en 2003 pour évaluer ce projet, l'OFDT a sélectionné dès novembre le cabinet IOD dans le cadre d'un appel à projet.

Cette évaluation a pour objectif principal d'apprécier les effets de l'opération « lycées non-fumeurs » sur la consommation de tabac dans les établissements participant à l'expérience. Ce projet pilote mené de 2003 à 2008 teste les possibilités offertes par une démarche

volontaire de la part des chefs d'établissements de promouvoir des lycées complètement exempts de tabac. Son évaluation, établie sur trois ans, doit documenter les conditions et les résultats potentiels d'une généralisation.

L'étude examine les moyens mis en œuvre par lesdits lycées dans le cadre de cette expérimentation, ainsi que l'évolution des pratiques (statuts et habitudes tabagiques, démarches de prise en charge de l'arrêt du tabac) et des perceptions des élèves et personnels concernés (connaissance et adhésion quant à la loi Evin, à la réglementation interne, à l'expérimentation). Elle s'appuie pour cela sur une enquête exhaustive de type « ex-ante/ex-post » menée auprès des personnes présentes un jour donné, pendant une heure donnée. Lors de la première vague d'enquête, 15 700 élèves et 1 490 personnels ont participé à l'enquête, soit des taux de couverture respectifs de 74% et 47%. Les résultats de cette première vague seront confrontés à ceux de l'enquête prévue pour décembre 2005.

Evaluation de la stratégie « Tabac »

L'OFDT a été sollicité par la DGS, responsable des orientations de lutte contre le tabac, afin de d'élaborer et de définir une série d'indicateurs pertinents permettant de mieux être informées des réalisations et des dernières évolutions en vue d'affiner les modes d'intervention.

La mission comporte une phase préparatoire et une autre consacrée au suivi des indicateurs retenus.

Un travail en amont de mise à plat des objectifs de la stratégie en vue d'améliorer leur cohérence interne a été réalisé.

Etude « parents et cannabis »

Dans le cadre de l'élaboration des orientations nationales sur la question du cannabis, la MILDT a confié à l'OFDT une étude qualitative afin de mieux connaître les attitudes des parents de jeunes français et leurs pratiques dans l'exercice de leur rôle parental face à la problématique du cannabis :

- afin de mieux comprendre le positionnement perçu de cette drogue par rapport au tabac et à l'alcool, notamment en termes de risque sanitaire
- d'évaluer l'incidence du rôle parental dans la gestion ou l'anticipation des risques liés à la consommation du cannabis (recherche des dynamiques positives ou négatives)
- et d'aider les pouvoirs publics dans leur rôle d'information, d'orientation des familles pour les accompagner dans leur rôle d'éducateur.

L'OFDT a piloté cette étude et confié la réalisation des entretiens (individuels et de groupes) ainsi que celle des groupes focaux à la société « Cocedal Conseil » qui a été retenue à la suite d'un appel d'offre.

Commandée en juillet, les résultats de cette étude ont été présentés aux commanditaires le 15 novembre lors d'une réunion de restitution.

Des analyses complémentaires ont été souhaitées ; elles seront proposées au cours du premier trimestre 2005.

Addiction en milieu carcéral : Enquête sur la prise en charge sanitaire et sociale des personnes détenues présentant une dépendance aux produits licites ou illicites ou ayant une consommation abusive

L'année 2004 a été consacrée à la finalisation de cette étude et à la rédaction de son rapport.

L'objet de cette enquête par questionnaire a été de faire le bilan de l'application de la note interministérielle du 9 août 2001 qui a redéfini les orientations relatives à la prise en charge des personnes incarcérées ayant des problèmes d'addiction autour de 5 axes principaux :

- repérer systématiquement toutes les situations d'abus et/ou de dépendance, quel que soit le produit psychoactif, en particulier grâce à l'utilisation d'un outil de diagnostic uniforme pour lequel une formation nationale et des formations locales ont été organisées en 2002 ;
- proposer une prise en charge adaptée aux besoins de la personne détenue ;
- développer la prévention notamment celle des risques associés à la consommation de produits ;
- favoriser les aménagements de peine ;
- préparer la sortie.

Concrètement, cette note invitait les services pénitentiaires et sanitaires à définir les besoins de soins au sein de leur établissement et à passer un « protocole de prise en charge des détenus présentant un problème d'abus ou de dépendance » au sein de chaque structure pénitentiaire. Ce protocole était supposé contribuer à une meilleure organisation des modalités d'intervention et de collaboration locales, en associant l'ensemble des acteurs concernés autour d'un projet clairement établi et d'un responsable de projet « addictions » nommé désigné.

Les données présentées dans ce rapport sont issues de l'exploitation d'un questionnaire conçu par l'OFDT en avril-mai 2003, en lien avec la MILDT, la DGS, la DHOS et la DAP, de façon à mesurer l'état d'avancement des protocoles locaux et à faire le point sur l'offre de prise en charge sanitaire disponible dans les établissements. Le questionnaire a été adressé à l'ensemble des DDASS (métropole et départements d'outre-mer) par la MILDT à la mi-juillet 2003. Aux termes de la note en effet, les DDASS étaient supposées garantir le lancement de la démarche des protocoles. Il s'agit donc d'une évaluation, partielle, du fonctionnement (et des éventuels dysfonctionnements) d'un dispositif administratif, deux ans après l'entrée en vigueur d'une note interministérielle invitant les intervenants sanitaires et sociaux oeuvrant en milieu carcéral à définir les besoins et les priorités au sein de leur établissement. L'étude a également permis de collecter des données inédites sur, par exemple, la prise en charge de l'alcool-dépendance ou des problèmes liés au tabagisme en milieu carcéral. Lancée dans le cadre du suivi des mesures inscrites

dans le plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances (1999-2001) – dont l'une des innovations était de prendre en compte l'ensemble des produits psychoactifs (drogues illicites, alcool, tabac, médicaments psychotropes) –, l'enquête a livré ses premiers résultats au moment de la préparation du nouveau plan interministériel de la MILDT, rendu public le 29 juillet 2004, qui a ainsi rédigé une partie de ses axes d'intervention en référence aux observations les plus saillantes.

Valorisation et communication

Valorisation et communication

Focus 2004

« Drogues et dépendances, données essentielles » 2005 éditions La Découverte

Pour des raisons liées aux restrictions budgétaires mais également dans la perspective d'un élargissement de la diffusion de ses travaux de synthèse, l'OFDT a finalisé en 2004, un accord avec un éditeur professionnel, La Découverte. L'accord conclu concerne la cinquième édition de l'ouvrage de référence de l'OFDT, « Drogues et dépendances », qui paraîtra le 24 mars 2005. L'OFDT a assuré en interne la rédaction et la mise en page de l'ouvrage, alors que l'impression et la diffusion seront à la charge de l'éditeur. Le tirage de l'ouvrage est de 3000 exemplaires.

Communication médias

La communication développée par l'OFDT s'articule autour de deux axes majeurs :

- Accompagner la mise à disposition des données scientifiques produites ou mises en perspective par l'OFDT (notamment lors de la parution ou de la mise en ligne de ses rapports d'études).
- Répondre aux questions spontanées des journalistes relatives au champ d'observation de l'Observatoire.

Ces interventions préparées et/ou ces questions posées à l'OFDT sont par nature différentes de celles adressées à la MILDT. Les journalistes cherchent à recueillir auprès du GIP une observation neutre et validée scientifiquement. L'autonomie de ce message scientifique contribue à le crédibiliser.

Les initiatives de communication de l'OFDT sont toujours gérées en concertation avec la MILDT qui prend connaissance des documents destinés à la presse avant leur mise à disposition. De même, les réponses aux questions sensibles posées à l'OFDT sont évoquées en commun. Ces initiatives (communiqué de presse et par-

fois dossier de presse) ont porté, au cours de l'année 2004, principalement sur les dossiers suivants :

- 15 décembre 2004 : Enquête ESPAD 2003 - Résultats européens
- 4 octobre 2004 : Enquête ESCAPAD 2003
- 14 avril 2004 : Enquête ESPAD 2003 - Résultats en France
- 31 mars 2004 : Evaluation de la loi Evin en milieu scolaire
- janvier 2004 : Rapport national 2003 produit pour l'OEDT

L'ensemble de ces documents sont en ligne sur le site de l'OFDT, où existe une rubrique « Informations presse ».

En parallèle, l'OFDT a publié dans des revues spécialisées un certain nombre d'articles présentant les résultats de ses travaux :

- Alcoologie et Addictologie : Du point de vue de la santé publique, quels sont les résultats positifs que l'on peut attribuer aux traitements de substitution aux opiacés en termes de prise en charge médicale, psychologique et sociale des usagers et quels sont leurs effets défavorables ou non souhaités (mésusages...) ? COSTES J.M. ; CADET-TAIROU A. ; THIRION X. ; BELLO P.Y. ; PALLE C., 2004, 26, (4 (suppl.)), 38S-54S
- Alcoologie et Addictologie : Quels sont les modes de recueil de données et les instruments actuels d'évaluation des résultats des traitements de substitution aux opiacés ; sont-ils satisfaisants ?, THIRION X., Cadet-Tairou A., Pradel V., et Costes J.M., 2004, 26 (4 Suppl) : 555-605
- Alcoologie et Addictologie : Consommations nocives de produits psychoactifs à l'adolescence. Résultats préliminaires de l'étude Adotecno. KARILA L. ; LEGLEYE S. ; DONNADIEU S. ; BECK F. ; CORRUBLE E.; REYNAUD M. 2004, 26, (2), 99-109
- Alcoologie et Addictologie : L'alcoolisation des femmes en France. Typologie des contextes d'usage. BECK F. ; BROSSARD C., 2004, 26, (1), 21-29
- Revue de la gendarmerie Nationale : Dossier : la drogue. WARSMANN J.L. ; JAYLE D. ; COSTES J.M. ;

BOLLE A. ; MANIN B. ; CHENEL J.P. ; BEZIER O. ; TANCHE B. ; COUTERON J.P. ; AUGIS P., 2004, (212), 23-97

- Projet (revue du Ceras) : Usages illicites : mesure d'une évolution in Les mécomptes de la drogue. BECK F. 2004, (282), 62-66

- Regards sur l'actualité : Le tabagisme en France. BECK F. ; LEGLEYE S., 2004, (298), 77-87

- La revue du praticien : Epidémiologie des usages de cannabis ; Jean-Michel Costes, François Beck, Stéphane Legleye, Christophe Palle

- Sociologie pénale : système et expérience : Enquêtes par sondage et représentations des usages de drogues : de l'épidémiologie à la sociologie. BECK F. In : KAMINSKI D., KOKOREFF M., Pour Claude Faugeron., Ramonville St-Agne, Erès, 2004, (Coll. Trajets), 215-231

- BEH - Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire : Usages de cannabis à la fin de l'adolescence : principaux résultats de l'enquête Escapad 2002 et évolutions récentes. BECK F. ; LEGLEYE S., 2004, (13), 49-50

- Proceedings of the 14th International conference of the European society for social drug research (ESSD) : Using the telephone in general population surveys on drugs. BECK F. ; LEGLEYE S. ; PERETTI-WATEL P. In : DECORTE T. / KORF D. /, European studies on drugs and drug policy., Bruxelles, VUB Press, 2004, 220 p., fig., tabl.

- Déviance et Société : Usages interpellés, usagers déclarés : les deux visages du fumeur de cannabis. PERETTI-WATEL P. ; BECK F. ; LEGLEYE S., 2004, 28, (3), 335-352

- Regards sur l'actualité : Le tabagisme en France. BECK F. ; LEGLEYE S., 2004, (298), 77-87

- Paris, MAIRIE DE PARIS – DASES : Consommations et politiques publiques : mise en perspective internationale. Pour le Forum parisien du 7 octobre 2004 : « Usages de drogues, consommations à risques et société ». COSTES J.M ; ESTIEVENART G. ; BERGERON H., 2004, 24 p.

- IHESI - Les Cahiers de la sécurité intérieure, 4^e trimestre : Distinguer des « bonnes pratiques » de prévention de la délinquance liée à la toxicomanie Une affaire de critères», 2003, n°54 (paru en 2004) I. Obradovic

- Numéro spécial Toxibase-Crips, revue Toxibase n°12 / lettre du CRIPS n°70 : « De l'observation des usages à la mesure de l'usage problématique de cannabis. Eléments de comparaisons internationales », février 2004. F.Beck, S.Legleye, I. Obradovic

Expertise

L'OFDT réalise à la demande des administrations et organismes publics un certain nombre de notes et expertises afin d'éclairer une thématique jugée prioritaire. L'OFDT est également amené à participer en tant qu'expert à différents groupes de travail et aux colloques et séminaires français et internationaux.

Quelques notes 2004

- Note MILDT : « Consommation moyenne d'alcool et mortalité par cirrhose et alcoolisme »

- Note MILDT : Cocaïne et crack en 2004.

- Note MILDT : Ice

- Texte pour la conférence de consensus « Stratégies thérapeutiques pour les personnes dépendantes aux opiacés ».

- Note sur les variations géographiques de consommation des médicaments psychotropes, d'après les données de ventes et les données de remboursement de l'Assurance Maladie.

....

Colloques, groupes de travail et expertises 2004 :

- Conférence de consensus ANAES & FFA : « Stratégies thérapeutiques pour les personnes dépendantes des opiacés : place des traitements de substitution ». Participation de l'OFDT au comité d'organisation (et relecture des questions des experts).

- Forum parisien – Mairie de Paris DASES : « Usages de drogues, consommations à risques et société »

- XVI^e colloque national GT : « La substitution aux opiacés en France : raison ou désillusion ? »

- VII^{ème} JOURNEE DU GRITA de BORDEAUX : Usages de cannabis : de l'expérimentation aux usages problématiques, données épidémiologiques.

- 6th Europad – European conference : « Mortality of individuals arrested for heroin, cocaine and crack use ; retrospective cohort study »

- Relecture du Baromètre Santé 2004 (INPES), chapitre « prise en charge des patients toxicomanes ».

- Participation au groupe de travail « maladies chroniques » InVS : mortalité attribuable au tabac et à l'alcool.

- Participation aux travaux coordonnés par la DREES relatifs aux indicateurs pour le suivi des objectifs de la loi de Santé Publique

- Participation au groupe de pilotage de l'enquête victimisation (INSEE-OND-DIV)

- Journées de l'AFSSAPS : table ronde

- Exposition et colloque à la Cité des Sciences et de l'Industrie sur le cannabis : « Les jeunes et le cannabis : l'apport des enquêtes déclaratives en population générale »

- Colloque annuel de l'ANIT à Angers : « Entre santé publique et sociologie : les apports des enquêtes en population générale à la connaissance des usages de drogues ».

- 1ère Université d'été francophone en santé publique – Faculté de médecine et de pharmacie de Besançon/URCAM de Franche Comté : « L'usage du téléphone dans les enquêtes en population générale ».

- Congrès de médecine pénitentiaire – Strasbourg : présentation des résultats de l'étude « Addictions en milieu carcéral ».

- Interventions dans le cadre de formations sur les addictions (DESC, DIU...)

.....

Site internet

A partir des informations diffusées sur un CD Rom l'OFDT a développé, depuis la fin 2002, un site internet permettant l'accès à ses travaux et leur valorisation : www.ofdt.fr. Principalement dédié aux acteurs professionnels, le site cherche également à répondre aux attentes d'un public plus large composé par exemple de journalistes ou d'étudiants.

La réduction du nombre des publications papier en 2004 a encore contribué à renforcer l'importance du site ; celui-ci a continué à s'enrichir avec, par exemple, la mise en ligne de « séries statistiques » ou de la base RECOURS, en collaboration avec Toxibase.

Ce site connaît une évolution constante de sa fréquentation depuis son ouverture.

Visité par plus de 10 000 internautes différents par mois en moyenne il a connu deux moments particulièrement forts de fréquentation en 2004 : en avril à l'occasion de la publication des résultats de l'enquête ESPAD puis en octobre-novembre avec la communication autour d'ESCAPAD 2003 puis autour du rapport TREND 2003. En parallèle l'Observatoire a poursuivi en 2004 sa participation au portail www.drogues.gouv.fr

Publications

Différentes mesures de réduction de dépense ont été prises dès le printemps 2004 compte-tenu du contexte budgétaire défavorable. Plusieurs concernent les publications avec, notamment, une forte réduction des impressions papier.

Les mesures effectives

- Réduction drastique du nombre de rapports imprimés et réduction du tirage.

- Poursuite de la mise en ligne de ces publications

Alors que les prévisions initiales sur 2004 faisaient état de 6 rapports en format A5 et de 10 en format A4 imprimés seuls deux rapports en format A5 ont finalement été édités en format papier.

L'ensemble des rapports ont été néanmoins mis en ligne sur le site www.ofdt.fr et sur www.drogues.gouv.fr (cf liste des rapports en annexe)

- Poursuite de l'impression de Tendances avec réduction du tirage

Dans le cadre de la politique de valorisation des travaux de l'OFDT, la lettre Tendances qui présente les résultats des recherches les plus récentes continue à être imprimée en parallèle à sa mise en ligne. Cette impression représente une dépense très inférieure à celle des rapports d'études. Le tirage est cependant considérablement réduit (6 000 exemplaires environ par numéro contre 10 000 ex auparavant).

Sept numéros de Tendances ont publiés en 2004 (cf liste en annexe)

- Remise à plat de la politique de routage et réduction du stock

En parallèle à la diminution des tirages l'OFDT a procédé à une diminution des quantités routées par le prestataire extérieur. Seul le routage initial (environ 4000 ex.) d'un Tendances est confié au routeur. Les envois complémentaires (demandes individuelles formulées au quotidien) sont désormais assurés par le secrétariat de l'OFDT.

- Réduction des stocks

Afin de diminuer les dépenses de stockage l'OFDT a procédé à un réexamen des pièces confiées au routeur. A la suite d'un envoi au pilon de certains documents qui n'étaient plus demandés et d'une reprise des quantités complémentaires dans les locaux de l'OFDT les quantités stockées ont pu être significativement diminuées : en fait les seules dépenses de stockage concernent désormais les documents en attente de routage.

Documentation

La documentation de l'OFDT travaille en réseau et en étroite collaboration avec Toxibase dans le cadre d'une convention de travail annuelle, mais aussi avec les centres de documentations de la MILDT, de l'OEDT et de l'IREB.

Le service documentaire a connu en 2004 trois événements auquel il a du faire face :

- le déménagement : en dehors des installations informatiques –serveurs et machines–c'est l'opération qui été la plus lourde à gérer, compte tenu du volume du

fonds documentaire (près de 7000 documents). Une réorganisation complète a été effectuée pour répondre aux nouvelles exigences du site ;

- le départ en fin d'année de l'une des deux documentalistes ;
- la migration vers un nouveau serveur informatique du logiciel documentaire.

En 2004, la gestion du fonds documentaire a représenté un enregistrement de 850 fiches (79 livres, 110 rapports, 9 thèses, 18 brochures, 21 congrès, 42 tirés à part et 579 articles.

Le service documentaire, en lien avec le secrétariat, traite une partie des demandes formulées par les différents professionnels (publications, informations) : 480 demandes ont été traitées. En plus des réponses aux recherches bibliographiques sont également réalisées des outils documentaires divers (revue de sommaires).

*Recours : bases de données des études
et recherches en cours*

Le programme de travail annuel OFDT/Toxibase 2004 prévoyait notamment la mise en place d'une base de données des recherches en cours traitant du domaine des addictions. Cette base, dénommée *Recours* a été mise en ligne sur le site de l'OFDT (et annoncée sur le site de Toxibase) à l'automne 2004. Elle est également consultable sur le site de la MILDT.

L'objectif de cette base est de mettre à la disposition du public et des professionnels concernés la liste des études et recherches en cours en France sur les dépendances qu'elles soient qualitatives ou quantitatives. Une fois la recherche achevée, celle-ci est maintenue dans la base pendant une durée de 12 mois. Le cas échéant, la base mentionne l'existence de publications contenant un rendu de résultats intermédiaires ou finaux.

Ce projet a mobilisé au cours de cette année les deux structures, à la fois sur les aspects d'élaboration de l'outil mais aussi la collecte des informations qui alimenteront cette base de données.

Recours offre un accès simple aux quatre critères de classement retenus pour présenter les études : domaine scientifique (Biologie, médecine et santé, Economie et gestion, Sciences humaines et sociales, Sciences juridiques et politiques, Autres), type de substances étudiées (Alcool, Médicaments, Médicaments détournés, Plusieurs produits, Produits dopants, Produits illicites, Tabac, Toutes substances), financeur principal (MILDT, MILDT/INSERM, OFDT...), ou année de financement permettant une lecture chronologique.

Un clic sur un titre permet de voir s'afficher la fiche complète ainsi détaillée : nom et coordonnées du chercheur qui mène l'étude, résumé des objectifs, date de lancement, durée de l'étude et un champ de commentaire libre qui liste notamment les documents publiés à l'issue de la recherche. Le domaine scientifique et le type de substance sont rappelés systématiquement en «vedette» en haut à gauche de chaque fiche.

Une ligne de commande en bas de cette fiche en facilite l'impression au format Word.

International

Focus en 2004

Pratiques d'évaluation en Europe

L'OFDT a mené au cours de l'année 2004 une étude sur les pratiques d'évaluation des politiques publiques « drogues » en France, Grande Bretagne, République Tchèque, Portugal, Espagne et Irlande. Cette étude a été réalisée à la fois sur la base d'une revue de la littérature et sur une série d'entretiens avec les décideurs publics de chacun des pays. Cette étude a été financée sur les crédits de l'OEDT (appel d'offre remporté en 2003 par l'OFDT).

Le rapport a été remis au commanditaire en juin 2004.

Point focal européen

Depuis la mise en place au niveau européen de l'OEDT, l'OFDT est officiellement le point de contact français (point focal) ; à ce titre et depuis 1996 le GIP-OFDT, sous la responsabilité de l'Etat français a pour tâche de fournir à l'OEDT toutes les informations requises dans le cadre des programmes de travail de cette agence ou de satisfaire toute demande ponctuelle des décideurs et autres partenaires clés. De plus, l'OFDT assure la diffusion au niveau national des résultats des travaux de l'Observatoire européen et du réseau.

Le travail le plus important est la réalisation du Rapport national annuel qui fait état du phénomène de la drogue en France (données épidémiologiques, réduction de la demande, évolutions politiques et législatives, tendances actuelles et trois thèmes traités en profondeur – en 2004 : « Buprénorphine, traitement, mésusage et pratique de prescription », « Alternatives à l'incarcération » et les « Nuisances publiques : définition, tendances politiques, problèmes légaux et stratégies d'intervention »). Le travail sur cette édition 2004 a été plus lourd compte tenu des modifications de forme et de contenu qui ont été apportées cette année, avec l'introduction notamment de questionnaires structurés. Ce rapport est mis à la disposition du public en français et en langue anglaise sur <http://www.ofdt.fr/BDD/publications/fr/natrep.htm>, en français et en anglais.

En supplément des tâches traditionnelles (Action commune, EDDRA, indicateurs épidémiologiques clés, participation aux différentes réunions et groupes de travail, vérifications linguistiques...) l'OFDT s'est particulièrement investi en 2004 dans la refonte et l'amélioration du système de collecte ainsi que la relecture des versions françaises de productions de l'OEDT et notamment du « country situation summaries » : ce document mis en ligne, présente par chacun des pays membres de l'UE une photographie de la situation des drogues sur le plan national.

Notons également le travail réalisé sur la question des tests de dépistage dans les écoles en France et l'investissement au sein du groupe d'experts « système d'information sur les structures de bas seuil ».

Activités internationales

Partenariat CICAD / OFDT

Après plusieurs échanges entre la Commission inter-américaine de lutte contre la drogue et l'OFDT, un projet pilote a été élaboré et a été conduit au cours de l'année 2004 : appui à l'exploration de phénomènes émergents liés aux drogues en se basant sur les résultats d'un projet pilote européen et de l'expérience du dispositif TREND. Cette coopération a pour objectif de mettre en place ou de renforcer les systèmes d'information de 6 pays de la caraïbe : la Dominique, Guyana, Haïti, St Kitts et Nevis, St Lucie et le Surinam.

Deux sessions de formation ont été réalisées :

- en mars sur « le système d'information sur les drogues et la fonction d'information précoce. Définition des thèmes d'investigation pour chaque pays »
- en juin sur les outils qualitatifs pour l'observation des drogues et à l'utilisation du logiciel N-Vivo

Les résultats du projet ont fait l'objet d'une publication qui a été présentée par nos partenaires états-unis lors de la 36ème assemblée de la CICAD de décembre. La CICAD a d'ores et déjà indiqué son intérêt à la poursuite de cette coopération.

Le projet à venir comporterait un volet développement du système d'information sur les drogues et un volet réalisation d'études spécifiques à l'aide d'outils qualitatifs.

GENACIS

L'OFDT a poursuivi en 2003 2004 sa participation au projet GENACIS - Gender and Alcohol (constitution des bases et analyse) et a participé en tant qu'expert au projet MEDSPAD du groupe Pompidou – Étude de faisabilité d'une enquête en milieu scolaire dans le pourtour de la méditerranéedeux s : Rabat et.

Mission CUBA

Dans le cadre d'une mission organisée par le gouvernement français, le directeur de l'OFDT s'est rendu à Cuba au cours du mois de novembre. Au cours de cette mission des échanges ont eu lieu entre la Commission Nationale des Drogues cubaine (instance présidée par le ministère de la justice et composée des principaux acteurs institutionnels impliqués dans la question drogue) et les autorités françaises (MAE, ministère de l'intérieur, MILDT, OFDT....L'OFDT est intervenu au cours de cette mission sur le volet « observations et système d'information national sur les drogues ». Un rapport de mission a été rédigé qui présente des propositions de coopération, notamment pour le soutien à la mise en place d'un observatoire cubain des drogues.

Comité Permanent de Lutte à la Toxicomanie (CPLT) du Québec

L'OFDT a reçu à St Denis le directeur du CPLT, M. GERMAIN ainsi que M.VAUGEOIS, responsable du système d'information. Le Comité permanent de lutte à la toxicomanie (CPLT) développe ses activités reliées à son mandat de faire office de guichet unique en matière de données centralisées en toxicomanie et ainsi assurer un contact et un suivi constants et adéquats auprès des sources de données internationales, nationales, provinciales et régionales. C'est dans ce contexte et dans un objectif de partage des expériences et compétences que cette semaine a été organisée. La MILDT, le président du collège scientifique et les chargés d'études de l'OFDT ont été associés à ce séminaire. Structuration et missions d'un observatoire, indicateurs pertinents, articulations avec la décision publique... tels ont été les principaux thèmes abordés.

Programme PHARE

Dans le cadre des appels d'offre sur les fonds européens du programme « Phare – Transition facilities », la France a répondu à une sollicitation du gouvernement de la République Slovaque, pour le renforcement de leur politique nationale de lutte contre les drogues : volet réduction de l'offre et de la demande, observation et politiques locales. Avec la MILDT (porteur de l'offre) l'OFDT a présenté (octobre) à Bratislava aux membres du gouvernement slovaque ainsi qu'à la Commission Européenne, un projet de coopération. La proposition française n'a pas été retenue.

Connaître l'OFDT

Fiche de présentation

Le GIP : Observatoire Français des drogues et des toxicomanies

Informations générales

Durée : Créé en mars 1993

Objet : L'observation des drogues et des toxicomanies, le recueil, l'analyse, la synthèse et la diffusion des données, ainsi que leur amélioration quantitative et qualitative.

Public : Décideurs publics, professionnels et citoyens

Conseil d'administration : M. Philippe-Jean PARQUET (Président)

La MILDT ainsi que les principaux ministères ayant en charge la question « drogues » sont membres du GIP (Intérieur, Education nationale, Affaires étrangères, Santé, Budget...)

Collège scientifique : M. Claude Claude GOT (Président)

Les principaux organismes publics producteurs des données ainsi que des experts reconnus dans le champ participent aux travaux de l'Observatoire (OCRTIS, INSERM, INSEE, DGDDI...)

Directeur : M. Jean-Michel COSTES

Effectif : 30 personnes

Coordonnées : 3 av du Stade de France – 93218 Saint Denis la Plaine Cedex

Tel : 0141627716 fax : 0141627700 Courriel : ofdt@ofdt.fr

Missions nationales

Dans le but de l'amélioration de la connaissance et de l'aide à la décision publique, l'OFDT documente principalement :

Les usages de drogues (drogues illicites, alcool, tabac, médicaments, conduites dopantes) en France et leurs conséquences (usage chez les jeunes, nouveaux produits, mortalité, demandes de soins...);

Les réponses apportées (prévention, soins, application de la loi...);

Depuis 1999, l'OFDT évalue les politiques publiques mises en place dans ce domaine.

Missions européennes

L'OFDT est le représentant français (point focal) du réseau européen Reitox.

Celui-ci est animé par l'Observatoire Européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), agence européenne basée à Lisbonne (www.emcdda.eu.int).

A ce titre, l'OFDT dresse à l'attention de l'OEDT, et cela chaque année, un état de la situation française en matière de drogues illicites.

Principales réalisations

- Publication régulière d'un état complet sur la situation des drogues en France ("Drogues et dépendances : indicateurs et Tendances") – éd. 1995-96-99-2002-2005.

- Mise en place et exploitation d'enquêtes périodiques sur les consommations de drogues et les perceptions des adultes et des jeunes français (Baromètre santé, EROPP, ESPAD et ESCAPAD).

- Mise à disposition d'un état annuel des évolutions constatées parmi les populations d'utilisateurs, sur la base d'un dispositif national de surveillance (TREND)

- Mise à disposition d'une banque de données sur les drogues de synthèse consommées en France (base SINTES).

- Réalisation d'études inédites en France (ex : estimation du nombre d'utilisateurs problématiques de cocaïne et d'héroïne, coût social de l'usage de drogues en France, estimation des usages intensifs de cannabis, documentation du risque mortel de la circulation après usage de drogues (en cours)...

- Evaluation des plans gouvernementaux de lutte contre les drogues 1999-2002 et 2004-2008 (en cours).

- Editeur d'un site internet (www.ofdt.fr) mettant à la disposition de tous, l'intégralité des travaux de l'OFDT ; et participation au portail public www.drogues.gouv.fr.

Ressources humaines, administration et services généraux

En tant que Groupement d'intérêt public (GIP) l'OFDT fait appel pour couvrir ses besoins en ressources humaines, à du personnel détaché (3) ou mis à disposition (1) par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes publics conformément à leur statut et selon les règles de la fonction publique, mais également à du personnel de droit public recruté en propre (26). L'ensemble du personnel de l'OFDT est placé sous la responsabilité du directeur du groupement. Un agent comptable (1/2 journée par semaine) assure la supervision et l'organisation des services financiers.

Il y a eu très peu de « mouvements de personnel » en 2004. L'effectif est resté stable mais a connu les modifications suivantes : deux départs remplacés à l'identique (chargé d'études SINTES et poste de documentaliste), deux transformations de poste temporaire en poste permanent et un contrat temporaire non remplacé.

Implantation à St Denis

L'OFDT s'est installé dans ses nouveaux locaux de St Denis en février. Cette délocalisation décidée par le CIADT de juillet 2001 s'est traduite par une décision du conseil d'administration de l'OFDT en juin 2003 pour une implantation sur le site « Les Borromées » proche du Stade de France de St Denis. Cette opération préparée dès l'été 2003, s'est concrétisée par un déménagement effectif en février. Cette opération a été financée (investissement et surcoût de fonctionnement) sur les crédits propres de l'OFDT. Ce transfert n'a occasionné aucune rupture dans l'activité puisqu'il a été effectué en deux phases sur des périodes de congés du personnel.

Même si l'ensemble du personnel a largement contribué à la réussite de cette opération, les services administratifs, financiers et techniques ont tout particulièrement été mis à contribution ; bien au-delà de leurs attributions contractuelles.

L'OFDT bénéficie aujourd'hui d'un plateau de 900 m², avec une salle de réunion équipée pour recevoir 50 personnes. Un local d'archives d'environ 50 m² dans les sous-sols du bâtiment, a été aménagé.

Autres

Des améliorations concernant le système informatique (nouveaux serveurs comptables et réseau) ont été apportées à l'occasion de ce transfert.

Un site intranet a été développé en 2004 : accessible au personnel de l'OFDT, cet outil de communication et d'information interne a pour objectif un meilleur partage des informations « pratiques » et administratives (formulaires de missions, base adresse, règlement intérieur...) mais aussi des productions internes utiles à tous (notes techniques, revues de presses, ressources documentaires...).

Conseil d'administration et collège scientifique

Sous la présidence de Monsieur Philippe-Jean PARQUET, le conseil d'administration (liste des membres en annexe) s'est réuni en 2004 à trois occasions : avril, septembre et novembre. Conformément aux textes, cette instance a en 2004 adopté l'ensemble des documents présentés par le directeur et l'agent comptable : bilan d'activité, orientations de travail, budget prévisionnel et compte financier.

Le conseil d'administration a approuvé lors de sa session de novembre le principe d'une reconduction du GIP OFDT pour une période de 5 ans ; soit jusque mars 2010. Les articles 3 et 4 (siège et durée) de la convention constitutive de l'établissement ont été modifiés le 29 novembre. Le ministère de la santé a dans ce sens préparé un projet d'arrêté qui a été mis à la signature des tutelles. Ce document devrait paraître au journal officiel au cours du premier trimestre 2005.

Monsieur Claude GOT, président du collège scientifique (liste des membres en annexe) n'a convoqué ses pairs qu'à deux occasions en 2004 (septembre et novembre) ; l'attente de la publication du rapport gouvernemental a retardé la tenue de la première réunion ; à l'occasion de laquelle le collège scientifique souhaitait débattre des nouveaux axes découlant du plan mentionné précédemment.

Lors de la séance de septembre s'est tenue une discussion sur les questions communication scientifiques versus « communication politique » ainsi que sur les orientations stratégiques de l'OFDT pour les années à venir. M. Alain MOREL est venu présenter les conclusions de la conférence de consensus sur les traitements de substitutions en France qui s'est tenue à Lyon (ANAES – SFFA) et en débattre avec les membres du collège.

A été présenté et discuté en novembre le programme de travail 2005 de l'OFDT ainsi qu'un texte sur la question de l'utilisation de la notion d'expérimentation dans les enquêtes.

Le site intranet comme outil de communication entre les membres a été régulièrement mis à jour ; sous la coordination d'un secrétaire du collège scientifique (chargé d'étude de l'OFDT).

*Membres du conseil d'administration
(au 31 décembre 2004)*

Président du conseil d'administration

Monsieur Philippe-Jean PARQUET
295 rue Saint Jacques
75005 Paris
Tel/Fax : 01 46 34 11 91
Courriel : jepar@ofdt.fr

Vice président du conseil d'administration

Monsieur Didier JAYLE,
Président
**Mission Interministérielle à la Lutte contre la Drogue
et la Toxicomanie (MILDT)**
7, rue Saint Georges
75009 Paris
Tel : 01 44 63 20 50
Fax : 01 44 63 21 01
Courriel : didier.jayle@mildt.premier-ministre.gouv.fr
Suppléants : Monsieur Patrick SANSOY et Madame Françoise
TOUSSAINT

**Ministère de la Santé, de la famille et des
personnes handicapées**

Monsieur Pascal MELIHAN CHEININ
Direction Générale de la Santé, bureau SD6B
8, avenue de Ségur 75007 – Paris
Tel : 01 40 56 41 27 ou 01 40 56 60 00 (standard)
Fax : 01 40 56 40 56
Courriel : pascal.melihan-cheinin@sante.gouv.fr

**Ministère délégué à la ville et à la rénovation urbaine
auprès du ministère des affaires**

sociales, du travail et de la solidarité
Madame Claude BREVAN
Délégation interministérielle à la vie et au développement
urbain
194, avenue du Président Wilson
93217 Saint Denis la Plaine
Tel : 0149174656
Fax : 0149174694
Courriel : claude.brevan@ville.gouv.fr
Suppléant : Mme Josyane CLERICI

Ministère de la Justice

Madame Nicole FRAZIER
DACG
13, place Vendôme
75042 Paris cedex 01
Tel : 01 44 77 65 01
Fax : 01 44 77 60 21
Courriel : nicole.frazier@justice.gouv.fr

Ministère de la Défense

Monsieur Georges GADEL
Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
Sous direction police judiciaire
Bureau police judiciaire
35, rue Saint Didier
75775 Paris cedex 16
Tel : 01 53 65 40 00
Fax : 01 53 65 41 96
Courriel : bac.dggn@gendarmerie.defense.gouv.fr
Suppléant : Frédéric SAULNIER

**Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et
des libertés locales**

Monsieur Philippe ZANARDI, chef de la MILAD
Direction de la police nationale
11, rue des Saussaies
75800 Paris
Tel : 01 49 27 49 27
Fax : 01 40 07 60 60
Courriel : cabdgpn.milad@interieur.gouv.fr

Ministère des Affaires Etrangères

Monsieur Sidy DIALLO
Direction du Développement et de la coopération technique
DCT/HSA
20, rue Monsieur
75700 Paris 07 SP
Tel : 01 53 69 3 37
Fax : 01 53 69 37 19
Courriel : sidy.diallo@diplomatie.gouv.fr

**Ministère de l'Economie, des Finances et de
l'Industrie**

Monsieur Pierre CANITROT
Direction générale des douanes et des droits indirects
Sous direction D.Affaires juridiques et contentieux , contrôle
et lutte contre la fraude
Bureau D3 Lutte contre la fraude
23bis rue de l'université
75700 PARIS 07 SP
Tél. : 0144 74 46 93
Fax : 0144 74 45 27
Courriel : pierre.canitrot@douane.finances.gouv.fr

Ministère de la Jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Madame Dominique BILLET
Direction de la jeunesse et de l'éducation populaire
D.J.E.P
Sous direction éducation populaire et vie associative
Bureaux échanges internationaux et pratiques culturelles sociales
95 Avenue de France
7650 Paris Cedex 13
Tel : 01 40 45 93 68
Fax : 01 45 31 82 38
Courriel : dominique.billet@jeunesse.gouv.fr

Ministère délégué à l'Enseignement Scolaire, auprès du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche

Madame Dominique GAMBIER
Direction de l'enseignement scolaire
107, rue de Grenelle
75007 Paris 07 SP
Tel : 01 55 55 10 06
Fax : 01 55 55 38 02
Courriel : dominique.gambier@education.gouv.fr
Suppléante : Madame Catherine VERDIER LE CAM

Ministère déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, auprès du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche

Monsieur Allain COLLE
Bureau politique régionale
1, rue Descartes
75231 Paris cedex 05
Tel : 01 55 55 87 38
Fax : 01 55 55 80 18
Courriel : allain.collee@recherche.gouv.fr
Suppléante : Catherine COURTET

Ministère des sports

Madame Sophie CHAILLET
Direction des sports
Sous direction de l'action territoriale
Bureau de la protection des sportifs et du public
95 avenue du Stade de France
75650 Paris cedex 13
Tél. : 01 40 45 94 15
Fax : 01 40 45 97 56
Courriel : rochanak.mirfendereski@sports.gouv.fr
Suppléante : Madame Rochanak MIRFENDERESKI

Fédération Nationale des Observatoires Régionaux (FNORS)

Monsieur Alain TRUGEON, Président
62, boulevard Garibaldi
75015 Paris
Tel. : 01 56 58 52 40
Fax : 01 56 58 52 41
Courriel : info@fnors.org
Suppléant : Danielle Fontaine

TOXIBASE

Monsieur Gérard CAGNI, Président
30 Boulevard de Strasbourg
21000 Dijon
Tel : 03 80 68 27 27
Fax : 03 80 68 2720
Courriel : G.Cagni@wanadoo.fr

Directeur de l'OFDT

Monsieur Jean-Michel Costes
105, rue La Fayette 75010 Paris
Tel : 01 53 20 16 16 - Fax : 01 53 20 16 00
Nouvelles coordonnées :
3 Avenue du Stade de France 93218 St Denis La Plaine Cedex
Tel : 01 41 62 77 16 - Fax : 01 41 62 77 00
Courriel : ofdt@ofdt.fr

Commissaire du Gouvernement

Monsieur Olivier RATEAU
Inspection Générale des Affaires Sociales
75, rue du Cherche Midi
75006 Paris
Tel - Fax : 01 42 22 75 33
Courriel : olivier.rateau@sante.gouv.fr

Contrôleur d'Etat

Monsieur Michel BRAULT
Ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées
Contrôle financier (santé, famille, solidarité)
8, avenue de Ségur
75350 Paris 07 SP
Tel : 01 40 56 58 37
Fax : 01 40 56 57 36
Courriel : cf-division3@sante.gouv.fr
Suppléant : Madame Myriam RESSAYRE

Président du collège scientifique de l'OFDT

Monsieur Claude GOT
56, route de Sainte Gemme
78860 Saint Nom La Bretèche
Tel : 01 34 62 15 09
Fax : 01 34 62 02 05
Courriel : gotclaud@wanadoo.fr

Agent Comptable

Monsieur Jean FRANKA
Institut National de Transfusion Sanguine
INTS
6 Rue Alexandre Cabanel
75739 Paris cedex 15
Tél : 01 44 49 30 22
Fax : 01 44 49 30 33
Courriel : jefra@ints.fr

*Membres du collège scientifique
(au 31 décembre 2004)*

Président du collège scientifique de l'OFDT

Monsieur Claude GOT
56 route de Sainte Gemme
78860 Saint Nom La Bretèche
Tel : 01 34 62 15 09
Fax : 01 34 62 02 05
Courriel : gotclaudio@wanadoo.fr ou clgot@ofdt.fr

Membres nommés statutairement

INSERM

Madame Annette LECLERC
Inserm unité 88
Directrice de recherche
Hôpital Saint Maurice
14 rue du Val D'Osne
94415 Saint Maurice cedex I
Tel : 01 45 18 38 50
Fax : 01 45 18 38 89
Courriel : annette.leclerc@st-maurice.inserm.fr

**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation
et des statistiques (DRESS)**

Madame Christine DE PERETTI
Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité
11, place des 5 martyrs du lycée buffon
75696 Paris cedex 15
Tel : 01 40 56 80 63
Fax : 01 40 56 81 30
Courriel : christine.deperetti@sante.gouv.fr

**Office Central de Répression du Trafic Illicite des
Stupéfiants (OCRTIS)**

Monsieur Vincent WEILER
Ministère de l'intérieur
Responsable FNAILS
101, rue des trois fontanots
92000 Nanterre
Tel : 01 40 97 84 24
Fax : 01 40 97 87 58
Courriel : vincent.weiler@interieur.gouv.fr

**Direction centrale du service de santé des armées
(DCSSA)**

Monsieur Jean-Dominique FAVRE
Ministère de la défense
Hôpital instruction des armées de Percy
101, avenue Henri Barbusse
BP 406
92141 Clamart cedex
Tel : 01 41 46 65 75
Fax : 01 41 46 69 50
Courriel : sfajdf@aol.com

**Institut National de la Statistiques et des Etudes
Economiques (INSEE)**

Madame Aline DESEQUELLES
Insee F- 170
Responsable division enquêtes et études démographiques de
DSDS
18 Boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris cedex 14
Tel. : 01 47 17 54 24
Fax : 01 41 17 62 79
Courriel : aline.desesquelles@insee.fr

Service statistique du Ministère de la justice

Monsieur Baudouin SEYS
Sous direction statistiques, études et documentation
SDSED
13 Place vendôme
75001 Paris
Tel : 01 44 77 60 60
Fax : 01 44 77 23 24
Courriel : baudouin.seys@justice.gouv.fr

**Direction générale des douanes et des droits
indirects (DGDDI)**

Monsieur Jean Marie DUBOIS
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Sous direction des RH, des relations sociales et de l'organi-
sation
23bis, rue de l'université
75007 Paris
Tel : 01 44 74 44 22
Fax : 01 42 77 46 92
Courriel : jean-marie.dubois@douane.finances.gouv.fr

**Service technique de renseignements judiciaires de
la Gendarmerie Nationale**

DGGN – STRJD
Monsieur Thierry DUMOULIN
Ministère de la défense
35 Rue Saint-Didier
75775 Paris Cedex 16
Tel : 01 49 35 54 02
Fax : 01 49 35 56 19
Courriel : dumoulin.thierry@laposte.net

Membres nommés à titre personnel

Madame Marie-Danièle BARRE

Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les
Institutions Pénales
CESDIP
43 Boulevard Vauban
78280 Guyancourt
Tel : 01 34 52 17 18
Fax : 01 34 52 17 17
Courriel : barre@ext.jussieu.fr

Monsieur François CHAST

Hôtel Dieu
1 Place du parvis Notre Dame
75004 Paris
Tél : 01 42 34 82 34
Courriel : francois.chast@htd.ap-hop-paris.fr

Monsieur Sylvain DALLY

Praticien hospitalier, professeur des universités
200 Rue du Faubourg St Denis
75475 Paris Cedex 10
Tel : 01 40 05 42 66
Fax : 01 40 05 42 67
Courriel: dally@ext.jussieu.fr

Monsieur Alain EPELBOIN

anthropo-ecologie et ethnobiologie
CNRS – MNHN
Chargé de recherche
57 rue Cuvier
75005 Paris
Tel. : 01 40 79 34 29
Fax : 01 40 79 36 69
Courriel: epelboin@cimrs.l.mnhn.fr

Madame Isabelle GREMY

Observatoire régional de santé Ile de France
21-23 rue Miollis
75732 PARIS cedex 15
Tél. : 01 44 42 64 70
Fax : 01 44 42 64 70
Courriel: i.gremy@ors-idf.org

Monsieur Olivier GUERIN

Cour de cassation
Magistrat, avocat général cour de cassation
5, quai de l'Horloge
75001 Paris
Tel : 01 44 32 68 49
Fax : 01 44 32 68 49
Courriel: olivier.guerin@justice.fr

Monsieur Olivier JACOB

Intersecteur des pharmacodépendances (IDP)
Chef du service Psychiatrie
CHS Jury Les Metz - BP 1084
57038 Metz cedex 01
Tel : 03 87 56 39 60
Fax : 03 87 56 39 51
Courriel : claude.jacob@ch-jury.fr

Monsieur Serge KARSENTY

Centre National pour la Recherche Scientifique
Laboratoire Droit et changement social
MSH Ange Guepin
BP 76235
44262 NANTES cedex 2
Tel : 02 40 20 65 34
Fax : 02 40 20 65 20
Courriel: serge.karsenty@wanadoo.f

Monsieur Pierre KOPP

6, rue Duméril
75013 Paris
Tel : 01 45 35 19 08
Fax : 01 45 35 19 08
Courriel: pkopp@univ-paris1.fr

Monsieur Nacer LALAM

Institut national des hautes études de la sécurité intérieure
INHES
Les Borromées
3 Avenue du stade de France
93210 Saint Denis La Plaine
Tel. : 01 55 84 53 00
Fax : 01 55 84 54 26
Courriel: nacer.lalam@interieur.gouv.fr

Monsieur Antoine LAZARUS

Université de Paris XIII
UFR Léonard de Vinci
Département de Santé Publique et de Médecine Scientifique
74 rue Marcel Cachin
93000 Bobigny
Tel. : 01 48 38 76 84
Fax : 01 48 38 76 09
Courriel: a.lazarus@smbh.univ-paris13.fr

Monsieur Patrick MIGNON

INSEP
11, avenue de Tremblay
75012 Paris
Tél. : 01 41 74 41 00
Fax : 01 41 74 45 35
Courriel : patrick.mignon@insep.fr

Madame Annie SASCO

CIRC/INSERM
Chef de l'unité épidémiologie pour la prévention du cancer
DR INSERM
150 Cours Albert Thomas
69372 Lyon cedex 08
Tel : 04 72 73 84 12
Fax : 04 72 73 83 42
Courriel: sasco@iarc.fr

Madame Catherine SERMET

IRDES
10 rue Vauvenargues
75018 Paris
Tel : 01 53 93 43 15
Fax : 01 53 93 43 50
Courriel: sermet@irdes.fr

Annexes

Budget 2004

«Tendances» 2004

Rapports d'études 2004

Organigramme

Budget 2004

Recettes

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Subvention MILDT | 3 018 600 |
| Autres subventions | 1 082 420 |
| Autres recettes | 67 100 |
| Total recettes de fonctionnement | 4 168 120 |
| Total recettes en capital | 190 000 |
| Prélèvement sur fond de roulement | 824 700 |
| Total | 5 182 820 |

Dépenses

| | |
|---|------------------|
| Comptes 60 (achats) | 160 500 |
| Comptes 61 (prest. Ext., loyers...) | 2 173 020 |
| <i>dont études</i> | 1 687 020 |
| Comptes 62 (honoraires, publications, missions, autres prest. ext. ...) | 482 600 |
| Comptes 63 et 64 (personnel) I | 558 400 |
| Autres (ch. exept., ch.financières et dot amortissements) | 203 300 |
| Total dépenses de fonctionnement | 4 577 820 |
| Total dépenses en capital | 605 000 |
| Total | 5 182 820 |

Tendances 2004

Tendances

Phénomènes émergents liés à l'usage de drogues en France en 2003

Principaux résultats du cinquième rapport national

Le cinquième rapport annuel du dispositif "Tendances" consacré à l'usage de drogues et de substances psychoactives de l'OFDT (Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies) a été mis en ligne le 15 novembre 2004. Ce rapport, en complément de la note d'actualité "Tendances" publiée en juin 2004, vise à identifier et à décrire dans les faits les plus récents phénomènes émergents liés à l'usage de drogues et de substances psychoactives. L'identification de ces phénomènes est permise par les données, professionnelles et citoyennes, de manière à effectuer une réflexion sur les conséquences de ces faits et les plus récentes recommandations à leur égard.

En 2003, les deux aspects principaux d'évolution du dispositif ont été l'élargissement de son champ géographique à l'ensemble des territoires français et l'élargissement de son champ thématique à l'usage de drogues et de substances psychoactives. Les données de l'enquête ESCAPAD 2003 ont permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Les deux aspects ont été traités de manière à offrir une vue d'ensemble de l'évolution de l'usage de drogues et de substances psychoactives en France. Les données de l'enquête ESCAPAD 2003 ont permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Le rapport annuel "Tendances" est accessible sur le site de l'OFDT : www.ofdt.fr

Tendances

4 N° 48
Novembre 2004

Le point sur la recherche la plus récente

4 N° 33
Septembre 2004

Le point sur la recherche la plus récente

Tendances

Cannabis, alcool, tabac et autres drogues à la fin de l'adolescence : usages et évolutions récentes ESCAPAD 2003

L'enquête ESCAPAD 2003 (enquête sur les usages de drogues et de substances psychoactives) a été réalisée en 2003 par l'OFDT (Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies) en collaboration avec l'INSERM (Institut National de Santé Publique et de Médecine Préventive) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique). Cette enquête a permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Les données de l'enquête ESCAPAD 2003 ont permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Le rapport annuel "Tendances" est accessible sur le site de l'OFDT : www.ofdt.fr

Tendances

4 N° 37
Juin 2004

Le point sur la recherche la plus récente

Tendances

Alcool, tabac, cannabis et autres drogues à 17 ans, en Ile-de-France

Exploitation régionale de l'enquête ESCAPAD 2002-2003

L'enquête ESCAPAD 2003 (enquête sur les usages de drogues et de substances psychoactives) a été réalisée en 2003 par l'OFDT (Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies) en collaboration avec l'INSERM (Institut National de Santé Publique et de Médecine Préventive) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique). Cette enquête a permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Les données de l'enquête ESCAPAD 2003 ont permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Le rapport annuel "Tendances" est accessible sur le site de l'OFDT : www.ofdt.fr

Tendances

4 N° 33
Juillet 2004

Le point sur la recherche la plus récente

Tendances

Les traitements de substitution en France : résultats récents 2004

Quel est le nombre d'usagers d'opiacés sous BHD ?

En France, les données relatives à l'évolution du nombre d'usagers d'opiacés sous traitement de substitution (BHD) ont été exploitées par l'OFDT (Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies) en collaboration avec l'INSERM (Institut National de Santé Publique et de Médecine Préventive) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique). Cette enquête a permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

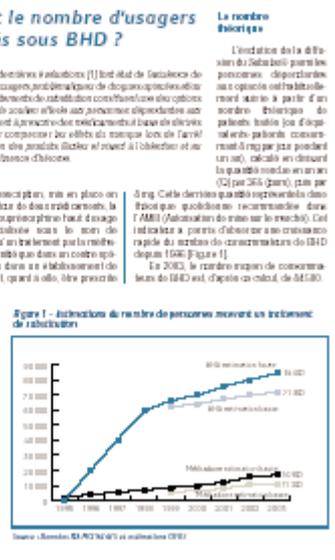
Les données de l'enquête ESCAPAD 2003 ont permis de constater que l'usage de drogues et de substances psychoactives est en hausse dans les territoires français, notamment dans les zones littorales et littorales littorales.

Le rapport annuel "Tendances" est accessible sur le site de l'OFDT : www.ofdt.fr

Tendances

4 N° 37
Juin 2004

Le point sur la recherche la plus récente



Tendances

Mortalité des personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack

Les décès par mort subite de jeunes adultes, la mortalité liée aux drogues illicites est particulièrement préoccupante en France. Les personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack sont particulièrement à risque de décès par mort subite. Les informations recueillies par nos équipes de terrain ont permis de calculer la mortalité des personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack. Cette mortalité présente la particularité d'être élevée et de concerner des personnes de différents âges et de différents sexes.

La mortalité des personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack est particulièrement élevée dans les zones de forte densité de consommation de drogues illicites. La mortalité des personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack est particulièrement élevée dans les zones de forte densité de consommation de drogues illicites. La mortalité des personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack est particulièrement élevée dans les zones de forte densité de consommation de drogues illicites.

Source et méthodes

Consigner des informations disponibles pour la mortalité des personnes interpellées pour usage d'héroïne ou de crack. Les données ont été recueillies dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le SIDA et les Hépatites Virales) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique).

Le point sur la recherche la plus récente

Tendances

Les substances psychoactives chez les collégiens et lycéens : consommations en 2003 et évolutions depuis dix ans

Un nombre de jeunes adultes présente les premiers symptômes de consommation de substances psychoactives. Les données de l'enquête ESPAD 2003 (European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs) et celles de la consommation de substances psychoactives des jeunes collégiens et lycéens de 12 à 16 ans.

Les données de l'enquête ESPAD 2003 (European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs) et celles de la consommation de substances psychoactives des jeunes collégiens et lycéens de 12 à 16 ans.

Les données de l'enquête ESPAD 2003 (European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs) et celles de la consommation de substances psychoactives des jeunes collégiens et lycéens de 12 à 16 ans.

Les consommations au cours de la vie

La consommation au cours de la vie des jeunes adultes est particulièrement élevée. Les données de l'enquête ESPAD 2003 (European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs) et celles de la consommation de substances psychoactives des jeunes collégiens et lycéens de 12 à 16 ans.

Consommation de tabac, d'alcool et de cannabis au cours de la vie, par âge et par sexe

Le point sur la recherche la plus récente

Tendances

Informations récentes sur les produits de synthèse circulant en France

Les données du dispositif socio-sanitaire de SINTES de juillet 2002 à septembre 2003

Les données du dispositif socio-sanitaire de SINTES de juillet 2002 à septembre 2003. Les données ont été recueillies dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le SIDA et les Hépatites Virales) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique).

Résultats du dispositif socio-sanitaire de SINTES de juillet 2002 à septembre 2003

Géographie et structure des collectes

Les données du dispositif socio-sanitaire de SINTES de juillet 2002 à septembre 2003. Les données ont été recueillies dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le SIDA et les Hépatites Virales) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique).

Le point sur la recherche la plus récente

Rapports d'études 2004

Usages détournés de la kétamine en France 2001-2003 « Ket-riding » ou les nouveaux voyages immobiles

OFDT, 156 p. / Juin 2004

Qui sont les usagers de kétamine ? Quelles sont les pratiques d'usage de ce produit ? Quelles sont les motivations des consommateurs ? Les effets recherchés et ressentis lors des prises ? Les fonctions du produit ? Les conséquences sociales et sanitaires de cet usage ? Comment les consommateurs perçoivent-ils la prise de risques ? Comment expliquer la diffusion grandissante de la kétamine, même si elle reste modérée, dans l'espace festif techno et certains groupes d'usagers de drogues ?

Cette recherche s'inscrit dans une démarche de sciences sociales appliquées, et s'appuie sur le croisement de méthodes quantitative (questionnaires) et qualitatives (entretiens individuels et groupes focaux). Sur la base des connaissances produites, des stratégies spécifiques de prévention de l'usage nocif de kétamine, ainsi que de réduction des risques et des dommages, sont proposées.

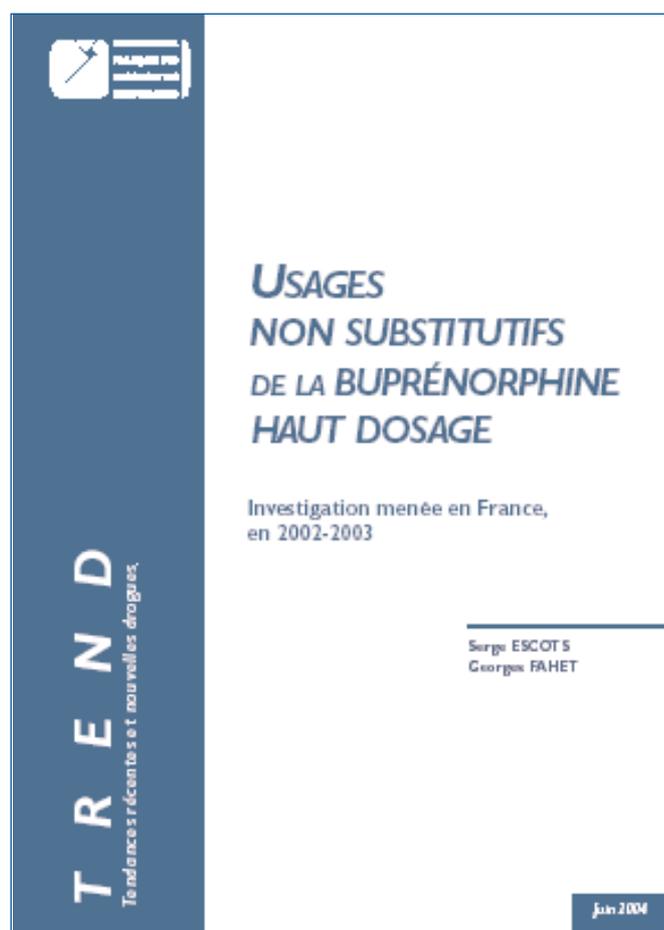
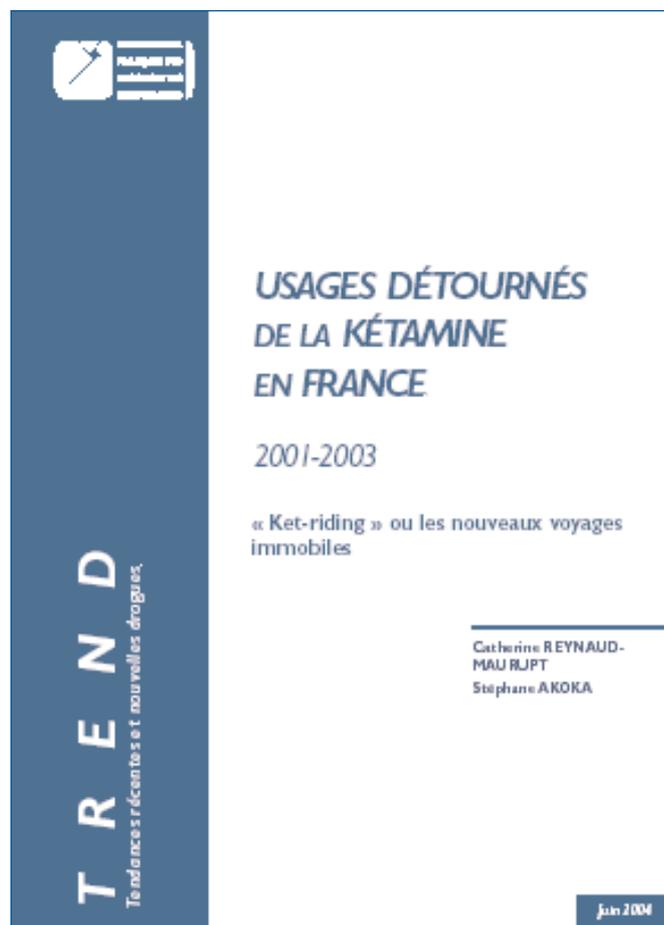
Auteurs : Catherine Reynaud-Maurupt, Stéphane Akoka

Usages non substitutifs de la buprénorphine haut-dosage Investigation menée en France, en 2002-2003

OFDT, 118 p. / Juin 2004

Différents travaux ayant rapporté l'existence croissante d'usages de buprénorphine haut dosage (BHD, Subutex®) par des personnes n'ayant jamais été dépendantes d'opiacés ou n'en ayant jamais consommé, l'OFDT a souhaité promouvoir une étude portant sur les usages non substitutifs de la BHD. Cette investigation a été menée en France entre octobre 2002 et juillet 2003, en interrogeant des usagers de drogue fréquentant des structures de première ligne et, d'autre part, à partir de l'analyse d'entretiens semi-directifs. Les résultats présentés dans ce rapport mettent en évidence l'usage de BHD dans une logique non substitutive chez les usagers très précarisés mais également dans des groupes plus larges. Le rapport fournit par ailleurs des éléments de compréhension sur les effets recherchés dans ces usages, les modes d'approvisionnement et d'administration avant d'aborder la question des dommages possibles et des problèmes sanitaires.

Auteurs : Serge Escots, Georges Fahet



**Approche régionale de la substitution
aux opiacés, 1999-2002
Pratiques et disparités
à travers 13 sites français**

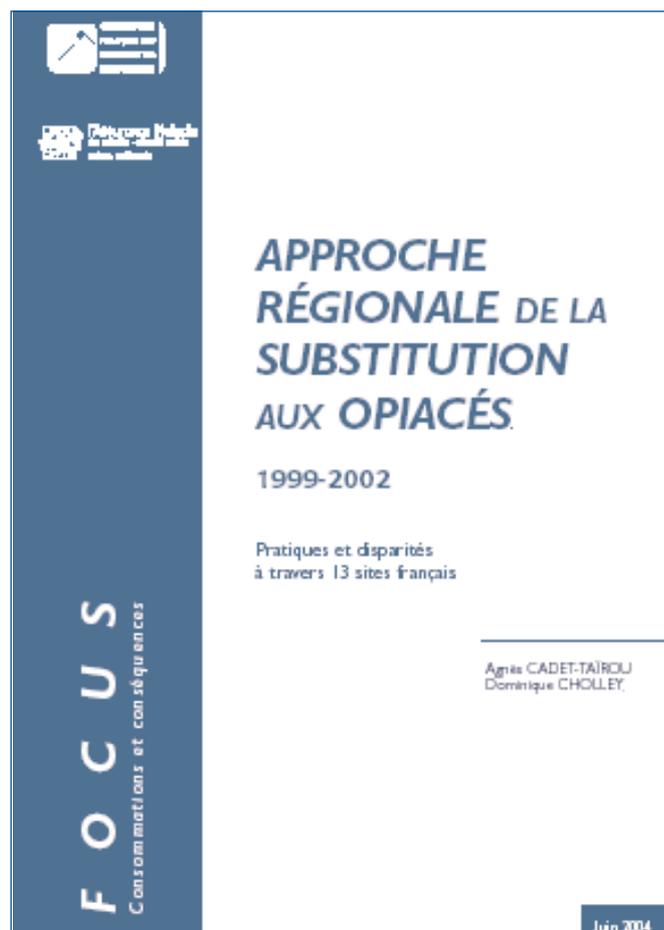
OFDT, 124 p. / Juin 2004

Deux ans après « Substitution aux opiacés dans cinq sites en 1999 et 2000 », l'OFDT et la CNAMTS proposent cette fois un travail sur des données recueillies lors de la délivrance en officine de buprénorphine haut dosage et de méthadone, issues de 13 CPAM réparties sur le territoire français.

L'exploitation de ces résultats sur la période 2001-2002, joints à ceux collectés depuis 1999, permet de faire le point sur l'évolution du nombre de patients traités et la diffusion des pratiques de prescription (spécialités, nombre de patients reçus, concentration de l'activité). Elle renseigne sur les patients traités et les modalités des traitements qu'ils reçoivent (doses, associations de médicaments psychotropes). Enfin, elle explore les pratiques de polyprescription mises en œuvre par certains patients.

En parallèle, cette analyse autorise des comparaisons entre les différents sites étudiés et permet de dresser un profil des différentes agglomérations concernées.

Auteurs : Agnès Cadet-Tairou, Dominique Cholley

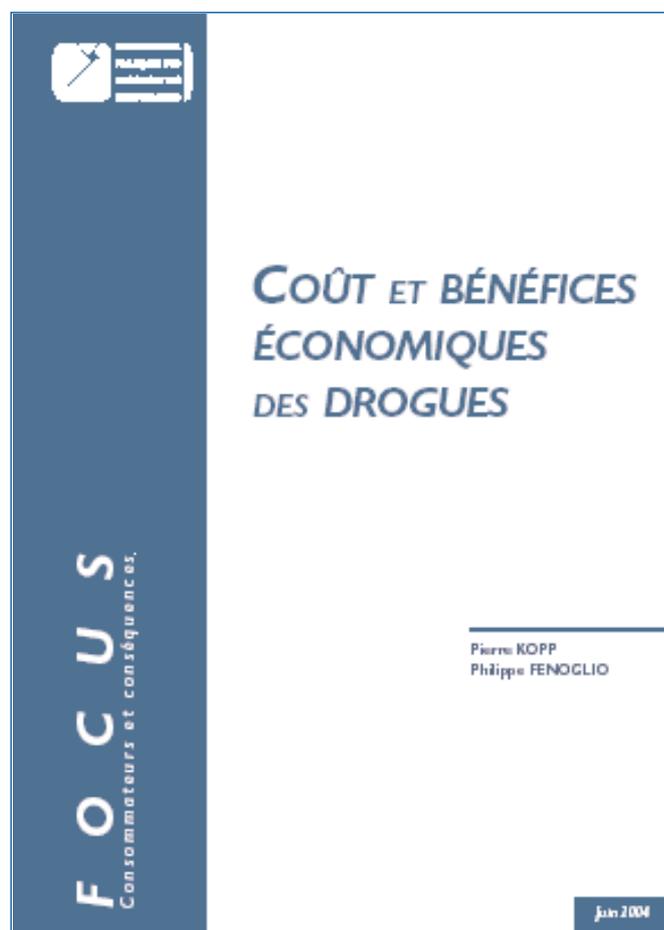


Coût et bénéfices économiques des drogues

OFDT, 125 p. / Juin 2004

Le présent rapport est consacré à mesurer le poids des drogues légales et illégales. Il mesure d'abord (ou approxime) la contribution au PIB des filières Alcool et Tabac et le nombre d'emplois associés. Il procède ensuite à une comparaison du « coût social des drogues » (ensemble des conséquences négatives pour la collectivité dues à la consommation et au trafic de drogue) et du « bénéfice des drogues » (utilité que les individus retirent de leur consommation, mesurée par le surplus des consommateurs). Il en ressort que les drogues coûtent plus cher à la collectivité qu'elles ne rapportent. Les idées selon lesquelles les taxes collectées sur les drogues légales, les économies de retraite du fait des décès ou encore les profits engendrés viendraient compenser le coût social sont discutées de manière critique afin d'offrir au décideur public un éclairage nouveau sur ces questions.

Auteurs : Pierre Kopp, Philippe Fenoglio

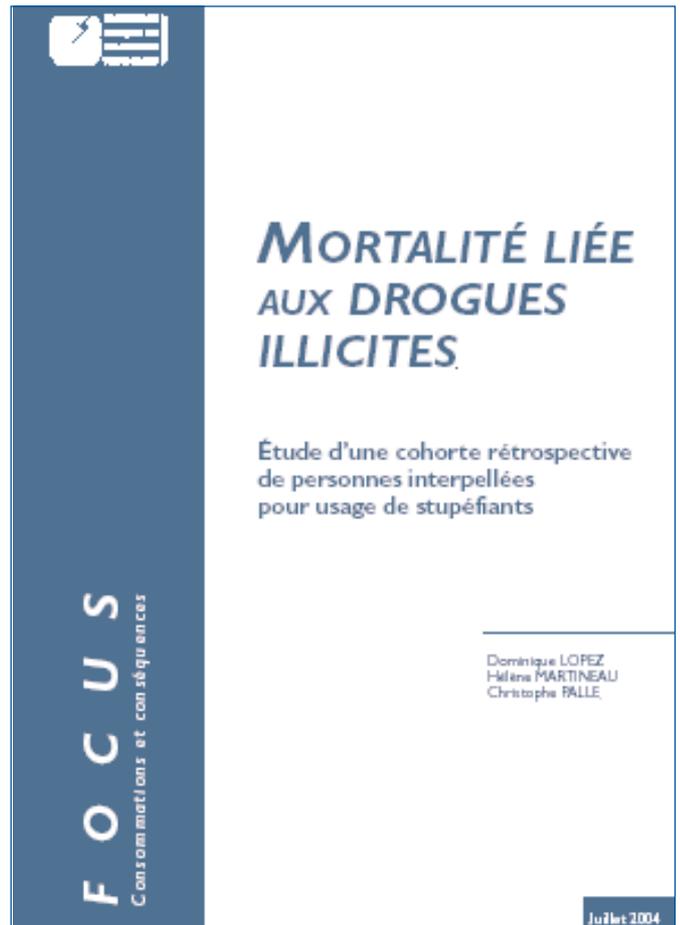


Mortalité liée aux drogues illicites - Étude d'une cohorte rétrospective de personnes interpellées pour usage de stupéfiants

OFDT, 158 p. / Juillet 2004

À travers l'examen du statut vital et des causes de décès d'une cohorte d'individus interpellés pour usage d'héroïne, de cocaïne ou de crack au cours des années 1990, cette étude donne, pour la première fois en France, des éléments chiffrés sur la surmortalité de personnes présumées consommatrices de ces produits. Comparé à la population française du même âge et du même sexe, le risque de décéder est élevé : il est multiplié par 5 pour les hommes et par 9 pour les femmes. Cette surmortalité s'explique par l'importance des taux de mortalité par Sida et par surdose mais ne s'y réduit pas : on observe que les taux de mortalité sont également significativement plus élevés dans cette population pour la quasi-totalité des autres causes de décès. Par ailleurs, cette étude permet de confirmer le mouvement de baisse des décès par surdose observé à travers d'autres données au cours des années 1990.

Auteurs : Dominique Lopez, Hélène Martineau, Christophe Palle



Traitement médiatique de l'usage de drogue à travers 7 magazines (Décembre 2000 - Septembre 2003) Rapport sur la veille média du dispositif TREND

OFDT, 120 p. / Août 2004

Afin de compléter son dispositif de collecte d'informations sur les tendances émergentes en matière d'usages de drogues illicites, le dispositif TREND (Tendances Récentes et Nouvelles Drogues) de l'OFDT a mis en place une « veille media » centrée sur l'analyse du discours relatif à ces substances psychoactives dans différents magazines destinés aux jeunes adultes. Cette étude autour de l'évolution des représentations des drogues illicites en France porte sur une période de près de trois ans, entre décembre 2000 et septembre 2003.

Sept publications mensuelles ont été retenues. Quatre titres ont été analysés à partir de la fin de l'année 2000 : l'Affiche (hip hop, rap), Max (magazine masculin), Têtu (magazine gay) et Technikart (magazine artistique et branché) ; puis, en 2002, trois autres titres ont été ajoutés, Coda (musique techno), DS (magazine féminin) et Trax (musiques électroniques).

Auteurs : Astrid fontaine, Michel Gandilhon



CSST en ambulatoire
Tableaux statistiques 1998 - 2002
Exploitation des rapports d'activité-type
des CSST en ambulatoire

OFDT, 32 p.
Août 2003.

Les rapports d'activité type constituent un élément précieux de connaissance de la clientèle et de l'activité des CSST.

Ce recueil d'information étant en principe exhaustif, il constitue en outre une des seules sources susceptibles de fournir des données sur les usagers de drogues pris en charge par le dispositif spécialisé, au niveau régional, pour autant que les taux de réponse le permettent.

Cette synthèse permet de faire apparaître plusieurs points forts relatifs aux évolutions en termes d'âge, de sexe, d'insertion sociale des patients d'une part, et d'origine des prises en charge (produits incriminés, auteurs des demandes).

Auteurs :

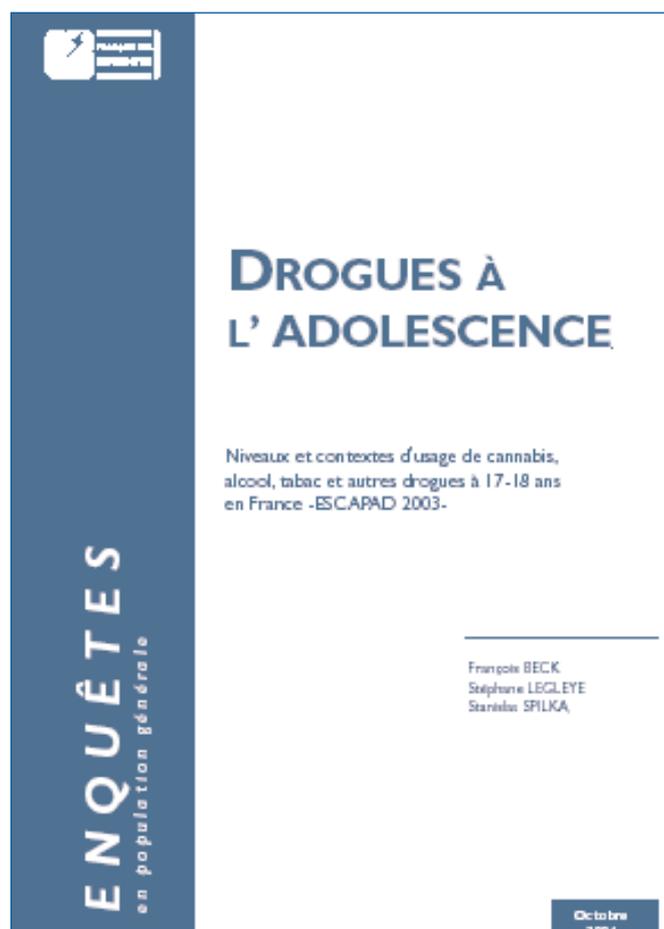
Christophe Palle (OFDT), Catherine Bernard (DGS)

Drogues à l'adolescence
Niveaux et contextes d'usage de cannabis,
alcool, tabac et autres drogues à 17-18 ans
en France - ESCAPAD 2003 -

OFDT, 251 p.
Octobre 2004

La 4e Enquête sur la Santé et les Consommations lors de l'Appel de Préparation à la Défense (ESCAPAD) a été réalisée en mai 2003 par l'OFDT avec le soutien logistique de la Direction Centrale du Service National, en métropole, dans les DOM et, pour la première fois, dans les TOM. Elle fait le point sur la santé des jeunes gens et surtout les consommations d'une douzaine de substances psychoactives à la fin de l'adolescence et permet d'affiner l'étude des évolutions récentes amorcée en 2002. Un certain nombre d'analyse thématiques inédites sont également conduites : l'étude de l'influence de la précocité des usages, l'estimation des dépenses liées aux achats d'alcool, de tabac et de cannabis, l'estimation du nombre de joints de cannabis fumés en différentes occasions, et enfin la comparaison des comportements d'usages d'alcool, de tabac et de cannabis des jeunes en fonction de leur parcours scolaire.

Auteurs : F. Beck, S. Legleye, S. Spilka (OFDT)



La consommation de drogues dans le milieu de la prostitution masculine

OFDT, 149 p.
Octobre 2004

Ce rapport relatif à l'usage de drogues chez les prostitués masculins a été réalisé dans le cadre des investigations spécifiques du dispositif TREND (Tendances récentes et nouvelles drogues) de l'OFDT. Celles-ci sont destinées à apporter des connaissances portant sur des pratiques et des populations, relevant du champ de l'usage de drogues, encore peu ou mal connues. Ce travail vient donc apporter des éléments d'information sur les modalités de consommation de produits licites et licites au sein du milieu de la prostitution masculine (garçons et transgenres). L'étude a été réalisée en 2002, à Marseille et à Paris, auprès de 128 garçons et 124 transgenres à partir d'un certain nombre d'entretiens approfondis et surtout de questionnaires portant sur les caractéristiques sociodémographiques, sanitaires des personnes enquêtées ainsi que sur les modalités pratiques de leurs activités et leur consommations de produits psychoactifs.

Auteurs :

Lindinalva Laurindo Da Silva, Luizmar Evangelista

La consommation de drogues dans le milieu de la prostitution féminine

OFDT, 93 p.
Octobre 2004

Cette recherche sur la consommation de produits psychoactifs chez les femmes prostituées a été réalisée dans le cadre des investigations spécifiques du dispositif TREND de l'OFDT. Ces investigations sont destinées à accroître les connaissances sur des pratiques ou des populations, relevant du champ de l'usage de drogues, peu ou mal connues jusqu'alors.

Ce travail vient donc apporter des éléments d'information sur les fréquences et les caractéristiques des usages de produits psychoactifs au sein de l'espace prostitutionnel féminin. L'enquête a été réalisée en 2002, à Lille, Marseille et Paris, auprès d'un échantillon de 173 personnes à partir d'entretiens semi-directifs et de questionnaires portant sur les caractéristiques sociodémographiques et sanitaires des personnes interrogées, les modalités pratiques de leur activité et leur consommation de produits psychoactifs.

Auteurs : Suzanne Cagliero, Hugues Lagrange



Lutte contre l'alcoolisme Le Dispositif spécialisé en 2002

OFDT, 19 p.
Octobre 2004

Les données présentées dans cette synthèse sont issues des rapports d'activité des structures spécialisées en alcoologie.

Ce dispositif est principalement constitué des centres de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA). La synthèse des données recueillies doit fournir des éléments d'aide à la décision tant au niveau national que local. Elle doit également servir à nourrir la réflexion des professionnels de l'alcoologie en leur permettant notamment de mieux se situer par rapport aux évolutions nationales.

*Auteurs : Christophe Palle (OFDT),
Dominique Martin (DGS/SD6b)*



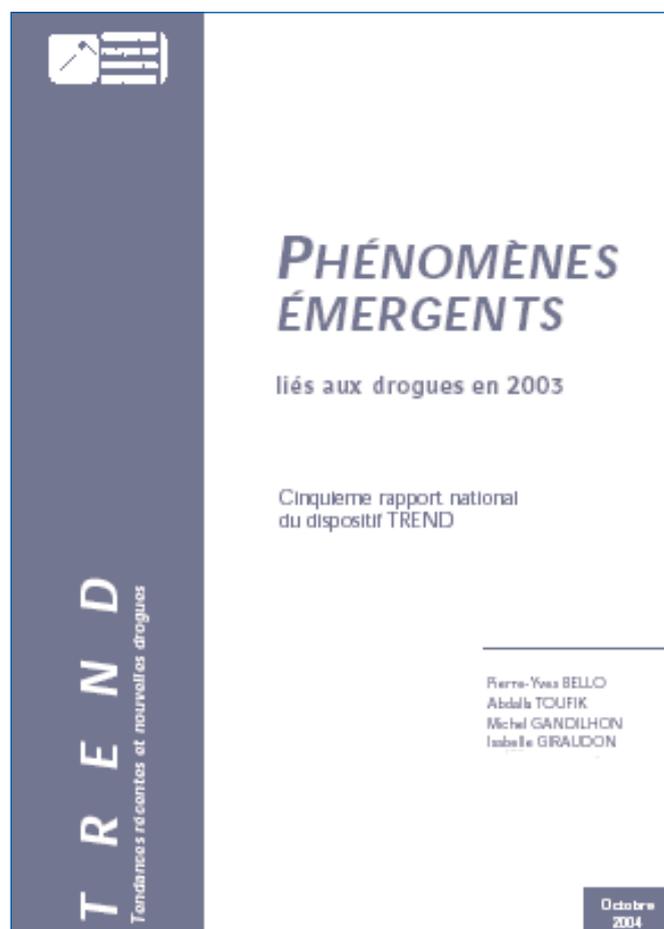
Phénomènes émergents liés aux drogues en 2003 Cinquième rapport national du dispositif TREND

OFDT, 271 p. / Octobre 2004

Le dispositif TREND vise à fournir de façon précoce des informations sur les usages et les usagers de drogues illicites et sur les phénomènes émergents qui leurs sont liés. Il s'appuie sur un réseau national de 12 sites d'observation, un dispositif d'observation des drogues de synthèse et des partenariats avec des organismes publics.

Ce cinquième rapport est le fruit des observations de terrain recueillies par plus de 500 professionnels et citoyens au cours de l'année 2003. Phénomènes marquants cette année : une nouvelle population de jeunes usagers, une poursuite de la diminution des pratiques d'injection et de la diffusion des usages de cocaïne et d'ecstasy, la place importante de la consommation de Subutex® parmi les usagers d'opiacés. Il fournit également des données actualisées sur les usagers les plus en difficulté ainsi que sur les usages d'opiacés, stimulants, hallucinogènes, médicaments et cannabis.

*Auteurs : Pierre-Yves Bello, Abdalla Toufik,
Michel Gandilhon, Isabelle Giraudon (OFDT)*



Mémorandum des résultats du dispositif Trend en 2003

OFDT, 13 p. / octobre 2004.

Ce mémorandum présente de manière synthétique les résultats issus du cinquième exercice annuel du dispositif TREND (Tendances récentes et nouvelles drogues) de l'OFDT en 2003.

Phénomènes marquants cette année : une nouvelle population de jeunes usagers, une poursuite de la diminution des pratiques d'injection et de la diffusion des usages de cocaïne et d'ecstasy, la place importante de la consommation de Subutex® parmi les usagers d'opiacés. Il fournit également des données actualisées sur les usagers les plus en difficulté ainsi que sur les usages d'opiacés, stimulants, hallucinogènes, médicaments et cannabis.

Le dispositif TREND s'appuie sur un réseau de 12 sites d'observation en France métropolitaine et d'outre-mer, un dispositif d'observation des drogues de synthèse (SINTES) et des partenariats avec des organismes publics.

Auteurs : Pierre-Yves Bello, Abdalla Toufik, Michel Gandilhon, Isabelle Giraudon (OFDT)

Addictions en milieu carcéral Enquête sur la prise en charge sanitaire et sociale des personnes détenues présentant une dépendance aux produits licites ou illicites ou ayant une consommation abusive, 2003

OFDT, 100 p.
Décembre 2004

Mise en place à la demande des pouvoirs publics (MILDT, Ministère de la Santé, Ministère de la Justice), l'enquête sur la prise en charge des addictions en prison a permis de réaliser un premier bilan de l'application de la note interministérielle du 9 août 2001, deux ans après son lancement. Cette circulaire invitait les services pénitentiaires et sanitaires à examiner les besoins de soins au sein de leur établissement et à définir une organisation des services (résumée dans un « protocole de prise en charge des détenus présentant un problème d'abus ou de dépendance ») permettant d'y répondre de façon satisfaisante.

Cette enquête est l'occasion de pointer quelques tendances quant aux carences et aux disparités du dispositif de soins, en soulignant les difficultés de mise en œuvre d'une politique adaptée aux personnes détenues, tout au long de l'incarcération et à leur sortie.

MÉMORANDUM TREND 2003

En quelques pages, ce texte reprend les constats majeurs issus de l'exercice TREND 2003. Ce mémorandum ne doit pas se confondre pas avec un résumé du contenu du rapport; il met en évidence des évolutions ou des phénomènes considérés comme marquants et susceptibles d'intéresser le décideur, le professionnel ou le citoyen: les caractéristiques des usagers les plus jeunes, le développement de la diffusion de la cocaïne, de l'ecstasy et des produits hallucinogènes naturels, la place de la buprénorphine haut dosage et le possible recul de l'usage d'héroïne. Les méthodes de recueil et d'analyse des données sont présentées ailleurs dans ce rapport. Il est essentiel de souligner que les observations et les recueils d'information sont réalisés auprès de populations de taille restreinte, beaucoup plus expérimentées et consommatrices de produits que la population générale d'âge équivalent. Il s'agit de personnes rencontrées soit dans « l'espace urbain » (usagers de produits rencontrés dans la rue ou dans des structures de première ligne (boutiques, programmes d'échange de seringues)), soit dans « l'espace festif » (lieux festifs de culture musicale techno).

DE NOUVELLES POPULATIONS DE JEUNES USAGERS

Une modification des caractéristiques des populations d'usagers rencontrés dans la rue ou à partir des structures de « première ligne » (« boutiques », programmes d'échange de seringues) est observée depuis deux ans. Il semblerait qu'un « rajeunissement » des populations soit en cours. Parmi ces jeunes usagers nouvellement observés, trois sous-groupes ont pu être identifiés:

- des personnes fortement marquées par la culture techno, revendiquant certaines formes de marginalité et en particulier le nomadisme « mythique » des travellers anglais (propagateurs de la culture techno en France) ;
- des personnes en rupture avec leur famille et n'ayant qu'une faible insertion sociale. La part de ce sous-groupe, observé depuis longtemps par les structures de première ligne collaboratrices de TREND semait en croissance ;
- enfin, des personnes récemment immigrées provenant notamment de l'est de l'Europe.

Les jeunes issus des deux premiers sous-groupes identifiés évoluent aux frontières de « l'espace urbain » et de « l'espace festif » favorisant ainsi un certain cloisonnement des pratiques et des consommations. Au sein de « l'espace urbain »,



ADDICTIONS EN MILIEU CARCÉRAL

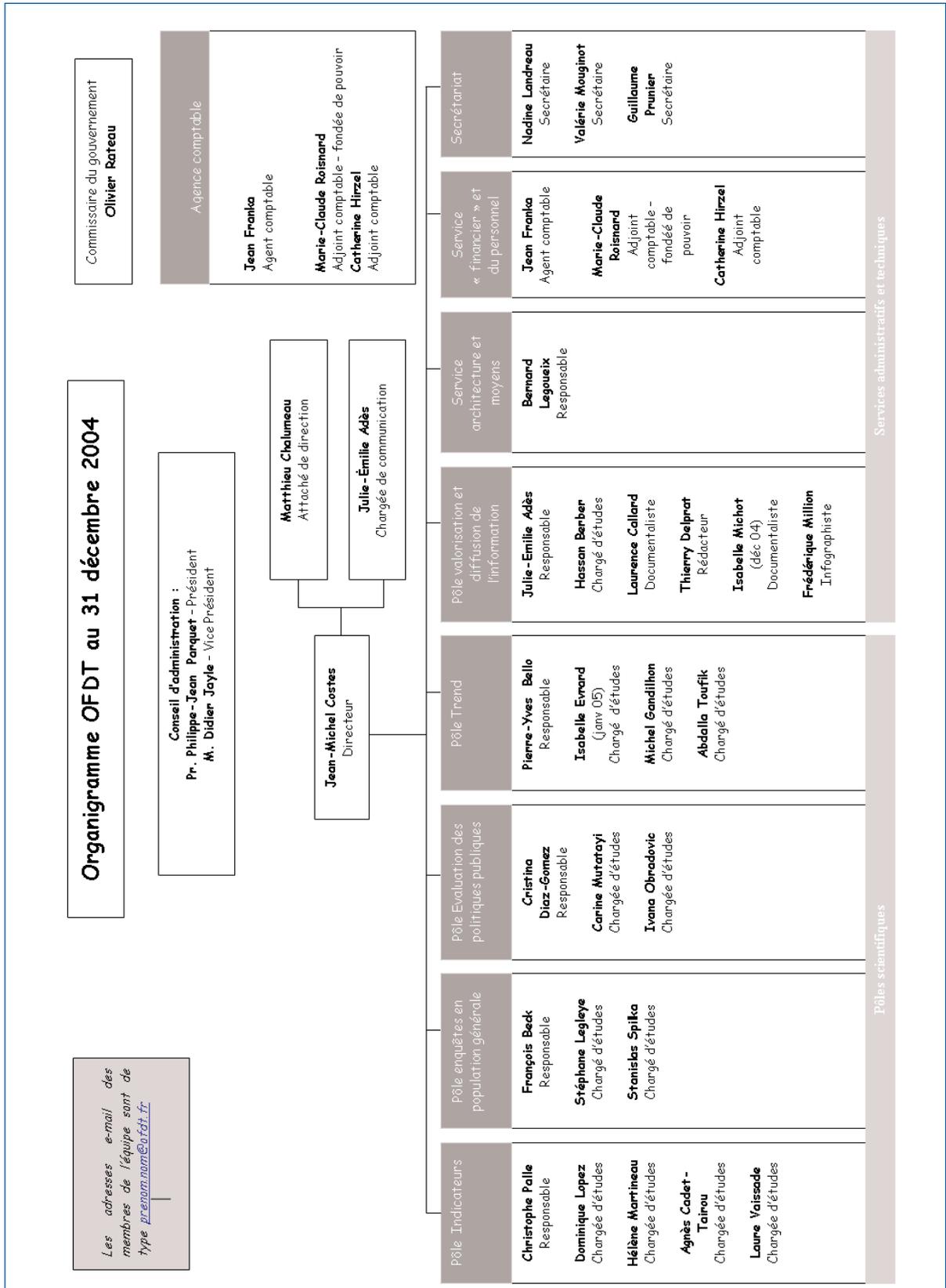
Enquête sur la prise en charge sanitaire et sociale des personnes détenues présentant une dépendance aux produits licites ou illicites ou ayant une consommation abusive, 2003

FOCUS
Consommateurs et conséquences.

Irina OBRADOVIC

Décembre
2004

Organigramme OFDT



Observatoire français des drogues et des toxicomanies

3 Avenue du Stade de France
93218 St Denis la plaine Cedex
Tel : 01 41 62 77 16
Fax : 01 41 62 77 00
Courriel : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

